

mercredi 28 février 2007

Ce message peut être téléchargé au format PDF sur notre site <http://www.virgo-maria.org/>.

## **Après l'ex-archevêque Wielgus collaborateur des communistes, bientôt des révélations sur Karol Wojtyla-Jean-Paul II ?**



Ratzinger convaincu de machiavélisme ou d'incompétence

**En sous-main, sur fond d'archives du KGB, un bras de fer Poutine / Ratzinger/ Bush ?  
Radio Maryja accusée de promouvoir « une dévotion d'avant la seconde guerre mondiale »**

La démission spectaculaire de l'éphémère « archevêque » de Cracovie, Wielgus, du fait de son mensonge public sur son passé d'agent de la police secrète communiste, a ouvert la voie au déballage des faits de plus en plus accablants qui accusent l'Eglise conciliaire polonaise et toute la hiérarchie vaticane qui a couvert cette situation depuis plus de 17 ans. Nous avons évoqué cette affaire dans notre message du 9 janvier 2006<sup>1</sup> et puis le 30 janvier 2007<sup>2</sup>.

Nous publions aujourd'hui une autre étude sur le sujet. Elle reprend l'historique des relations de l'abbé Ratzinger et de la Pologne.

**Le véritable enjeu qui apparaît de plus en plus entre les lignes, est celui de la possible révélation prochaine de la collaboration de Mgr Karol Wojtyla, le futur Jean-Paul II, l'actuel « Santo subito », avec les services secrets communistes.**

Pour le moment, seule la collaboration de membres **de son très proche entourage a été révélée**, mais l'étau se resserre.

Nous savons que des enquêtes sont désormais réouvertes sur le réseau Pax, un réseau d'infiltration de l'Eglise catholique mis en place initialement par le NKVD, et suivi par le KGB, qui fut révélé et dénoncé dans les années 1960 par Jean Madiran et la revue *Itinéraires*.

**Cette affaire a été étouffée et exige d'être soigneusement réexaminée, en particulier, dans le contexte de l'élection en octobre 1978 d'un polonais à la tête de l'Eglise conciliaire.**

<sup>1</sup> [http://www.virgo-maria.org/articles/2007/VM-2007-01-09-A-00-Demission\\_Wielgus.pdf](http://www.virgo-maria.org/articles/2007/VM-2007-01-09-A-00-Demission_Wielgus.pdf)

<sup>2</sup> [http://www.virgo-maria.org/articles/2007/VM-2007-01-30-A-00-Panorama\\_sur\\_Ratzinger\\_1.pdf](http://www.virgo-maria.org/articles/2007/VM-2007-01-30-A-00-Panorama_sur_Ratzinger_1.pdf)

Il y aurait d'ailleurs des questions élémentaires à poser sur les facilités dont bénéficiait Wojtyla (futur Jean-Paul II) pour sortir du pays à sa guise sans contrainte et sans être inquiété tout au long de la guerre froide sous Gomulka et Gierek. Karol Wojtyla était le seul clerc polonais à jouir de telles facilités pendant toutes ces années. La police politique du régime semblait particulièrement complaisante pour cette exception qui doit être soulignée.

Dès maintenant c'est tout le mythe de Wojtyla-Jean-Paul II, l'actuel « *Santo subito* », présenté dans les milieux conservateurs comme le « tombeur du communisme » qui est sur le point de voler en éclat.

L'affaire ne fait que commencer, elle pourrait aller bien plus loin...peut-être même très prochainement

Dans un tel contexte, la publication du *Motu Proprio* ne ferait que jouer un rôle de catalyseur et ouvrirait un front supplémentaire, **pour le moment inopportun**, dans les scandales à répétition qui marquent la gouvernance de l'abbé Ratzinger depuis six mois. Ratzinger aurait tout à y perdre.

Nous vous proposons le dossier qui suit et qui expose les détails de la situation actuelle de l'Eglise conciliaire polonaise.

Nous invitons les lecteurs qui disposeraient de nouvelles informations ou documents à nous les communiquer.

Continuons le bon combat

Abbé Michel Marchiset

## Etude sur l'affaire Wielgus et ses enjeux politico-religieux – 27 février 2007

Aujourd'hui **Le Monde et Libération évoquent l'incompétence de Ratzinger** et son incapacité à gouverner. La période de bienveillance qui avait suivi son élection le 19 avril 2005 semble bel et bien terminée.

*« Patatras ! l'archevêque s'est pris les pieds dans sa soutane neuve. Stanislaw Wielgus semble rétrospectivement indigne de la confiance de ses supérieurs. Non seulement il traînait un passé d'indigence dans son baluchon, mais surtout il a fait jusqu'au dernier moment preuve d'un cynisme impavide pour parvenir à s'asseoir sur son trône archiépiscopal. Bien triste exemple donné à ses ouailles ! Mais, dans cette histoire, c'est surtout le Vatican qui s'est déconsidéré et ridiculisé. » Libération, 08/01/2007*

Comment Ratzinger en est-il arrivé là ?

**Et comment décoder le scandale de Wielgus ?**

**Quel est le sens des enjeux politico-religieux de cette affaire majeure qui a connu un retentissement mondial ?**

Faut-il se contenter des explications lénifiantes de Luc Perrin sur Ratzinger ?

**Faut-il se satisfaire du dossier à l'eau tiède de l'abbé Lorans sur DICI.org qui essaie de minimiser l'impact de cette affaire pour Ratzinger afin de ne pas écorner l'image de celui avec lequel le réseau des infiltrés<sup>3</sup> de la FSSPX travaille à neutraliser l'œuvre de Mgr Lefebvre et à la capturer ?**

Nous avons décidé d'aller plus loin, **de recouper les faits**, de sortir de l'ombre **des informations récemment censurées sur internet**, et de procéder à une analyse stratégique des enjeux sans négliger le contexte géopolitique qui est déterminant.

Nous espérons que cette étude permettra aux fidèles de la FSSPX et de la Tradition catholique de mieux comprendre **les enjeux majeurs de cette affaire qui ne fait que commencer**.

Nous allons voir dans ce dossier, que l'un des enjeux est celui-ci :

*« L'objet de toutes les tensions est la puissante radio Radio Maryja, une station catholique fondamentaliste, qui est accusée d'attiser la lutte entre conservateurs et progressistes au sein de l'Eglise polonaise, une institution qui règne sur quelque 35 millions de fidèles, soit quelque 90% de la population du pays » AFP, 21/05/2006*

Qu'est-il reproché à Radio Maryja ? L'abbé Glemp le dit :

*« En perpétuant une dévotion datant d'avant la seconde guerre mondiale et en faisant une sélection dans l'enseignement moderne de l'Eglise, elle provoque des divisions parmi les fidèles, le clergé et les évêques »*



**Les frères jumeaux Kaczynski, Président (Lech à gauche) et Premier Ministre (Jaroslaw à droite) de Pologne**

Autre enjeu, comme nous le verrons, le bras de fer entre Poutine et Ratzinger. Voici les objectifs que nous pouvons prêter à Poutine pour sa prochaine visite du 13 mars 2007 au Vatican :

<sup>3</sup> [http://www.virgo-maria.org/D-Trombinoscope/index\\_trombinoscope\\_ralliement.htm](http://www.virgo-maria.org/D-Trombinoscope/index_trombinoscope_ralliement.htm)

- **Conforter la position des dirigeants actuels polonais, dans la mesure où ils ne sont pas totalement sous la coupe des mondialistes anglo-saxons et où ils s'opposent aux ambitions de Ratzinger en Pologne, et par la-même, d'empêcher Ratzinger de placer ses pions en Pologne pour étouffer *Radio Maryja***
- **D'empêcher que le « dialogue » œcuménique de Ratzinger avec le Patriarcat de Moscou ne se traduise par une plus forte influence de l'Eglise conciliaire de Ratzinger en Russie, car ce serait introduire un cheval de Troie des milieux mondialistes anglo-saxons sur le sol russe<sup>4</sup>**
- **De tenter de neutraliser l'action de Ratzinger visant à susciter et à préparer le « choc des civilisations » conceptualisé par les Néo-Cons américains, alors même que les préparatifs d'une attaque nucléaire des Etats-Unis contre l'Iran se font plus pressants.**

Signalons que dans la suite de l'étude nous parlons de l'abbé Ratzinger, car le nouveau rite des sacres épiscopaux promulgué le 18 juin 1968 (*Pontificalis Romani*) est invalide, et Ratzinger ayant été « sacré » évêque dans ce rite, il ne possède pas les pouvoirs sacramentels de l'épiscopat, il ne possède pas la plénitude du Sacerdoce de Melchisedech.

Il n'est pas Pape, mais simple abbé, et représente un usurpateur, à la tête d'une hiérarchie elle-même frappée de l'invalidité de ses Ordres, pour la même raison.

Pour cette même raison nous parlons également de « *prétendu clergé polonais* ». Il n'échappe pas non plus, sauf les prêtres les plus âgés, au fait de l'invalidité des ordres.

L'invalidité du nouveau rite de consécration épiscopale du 18 juin 1968 a été amplement démontré, et les pseudo-arguments opposés, réfutés, par les travaux du *CIRS* (Comité international Rore Sanctifica) disponibles sur ce site : <http://www.rore-sanctifica.org>

**Si le monde de l'Orthodoxie, et tout particulièrement le Patriarche de Moscou Alexis II, prennent clairement conscience de cette situation, c'est-à-dire que la fausse hiérarchie conciliaire de l'abbé Ratzinger a perdu la succession apostolique, excepté dans les Eglises orientales, et que cette institution de l'Eglise conciliaire mise en place depuis la mort du Pape Pie XII, n'est plus tenue que par les liens maçonniques, au service des élites mondialistes anglo-saxonnes, et les idéaux maçonniques qui dissimulent l'occultisme Rose+Croix, elle apportera un argument fort dans la partie qui se joue entre Vladimir Poutine et Ratzinger, lui-même lié aux intérêts américains à qui il doit son élection.**

Les deux dossiers, celui des liens présumables de Wojtyla-Jean-Paul II avec la police secrète communiste et celui du dossier de l'invalidité du nouveau rite de consécration épiscopale de 1968 (*Pontificalis Romani*), constituent **deux menaces de premier ordre pour l'Eglise conciliaire de l'abbé Ratzinger, devenue la contrefaçon de la véritable église catholique de Notre-Seigneur.**

En cas de diffusion massive de ces deux dossiers dans diverses langues, qu'advient-il ?

Le premier dossier peut ruiner la crédibilité de l'Eglise conciliaire à l'extérieur, dans l'opinion publique. Le second peut amorcer une désintégration interne, une implosion de son faux clergé.

Il est fort probable qu'aucun de ces deux faits ne sont ignorés à Moscou.

---

<sup>4</sup> Rappelons que Karol-Wojtyla-Jean-Paul II a mis toute son énergie, tout au long de son pontificat pour se faire inviter à Moscou par le Patriarche orthodoxe russe, et cela en vain, malgré tous ses efforts.

## **Table des matières**

<b>1</b>	<b><i>Les faits de la collaboration du prétendu clergé conciliaire polonais avec les services secrets communistes</i></b> .....	<b>7</b>
1.1	<i>Une alliance honteuse de l’Eglise conciliaire polonaise et de sa hiérarchie avec les communistes</i> .....	7
1.1.1	La réalité de la collaboration du haut clergé conciliaire avec les communistes occultée sur instruction de Wojtyla-Jean-Paul II.....	7
1.1.2	Les 3 éléments de l’alliance entre l’Eglise conciliaire et les communistes.....	7
1.1.3	10% à 15% du clergé conciliaire polonais collaborateurs de la police secrète communiste.....	8
1.1.4	Une Eglise conciliaire qui a voulu dissimuler sa collaboration avec les communistes.....	8
1.2	<i>Dès avril 2005, l’accusation d’espionnage portée par l’IPN contre le dominicain polonais Hejmo, proche de Wojtyla-JPII</i> .....	9
1.3	<i>En 2006, le scandale de l’ancien agent Wielgus promu par Ratzinger, dénoncé à son tour publiquement</i> .....	10
1.4	<i>L’état se resserre autour de Wojtyla-Jean-Paul II</i> .....	12
<b>2</b>	<b><i>La politique répressive de Ratzinger à l’égard de radio Maryja et des traditionalistes polonais</i></b> .....	<b>13</b>
2.1	<i>Le rôle de Radio Maryja, cible de Ratzinger, car elle promeut « une dévotion datant d’avant la seconde guerre mondiale »</i> .....	13
2.2	<i>Dès janvier 2006, Ratzinger entreprend de mettre au pas les traditionalistes polonais</i> .....	13
2.3	<i>En mars 2006, une semi contrition forcée en demi teinte de la hiérarchie de l’Eglise polonaise à propos de la collaboration des clercs</i> .....	14
2.4	<i>Une pression du Vatican contre la radio Maryja, encore amplifiée lors de la visite de Ratzinger en mai 2006</i> .....	14
2.5	<i>L’abbé Malinski, proche de Wojtyla-Jean-Paul II, dénoncé lui aussi publiquement</i> .....	14
2.6	<i>Les nouvelles révélations du Père Zaleski, annoncées pour mai 2006, bloquées par le « Cardinal » Dziwisch</i> .....	15
2.7	<i>En novembre 2006, Wielgus : un ex-agent communiste, devenu « nationaliste », choisi par Ratzinger pour bâillonner la radio</i> .....	15
<b>3</b>	<b><i>Les forces en présence et les enjeux</i></b> .....	<b>16</b>
3.1	<i>Le Président polonais, soutenu par radio Maryja, obtient la démission de Wielgus</i> .....	16
3.2	<i>Une radio déjà infiltrée et divisée ?</i> .....	16
3.3	<i>Le mythe des archives détruites</i> .....	16
3.4	<i>Derrière le Président polonais, les services de Poutine ont-ils envoyé un signal à Ratzinger ainsi qu’aux amis de ce dernier dans le gouvernement Bush ?</i> .....	17
<b>4</b>	<b><i>Le contexte géopolitico-religieux de 2007 de cette affaire</i></b> .....	<b>17</b>
4.1	<i>Les « Néo-cons » américains préparent un conflit majeur imminent avec l’Iran, qui pourrait dégénérer en Europe en « choc des civilisations »</i> .....	17
4.2	<i>L’œcuménisme avec les prétendus Orthodoxes, priorité n°1 de Ratzinger</i> .....	19
4.3	<i>L’échiquier polonais, et le cas Jean-Paul II, dans le jeu actuel Kremlin-Vatican</i> .....	21
<b>5</b>	<b><i>La mise en cause de l’abbé Ratzinger et les fausses justifications des milieux conservateurs</i></b> .....	<b>23</b>
5.1	<i>Le travail obstiné du Père Zaleski</i> .....	23
5.1.1	La découverte par le Père Zaleski de la collaboration et des délations des hiérarques du clergé.....	24
5.1.2	Le Cardinal Dziwisch éconduit le Père Zaleski en lui conseillant de prier et de détruire les documents.....	24
5.1.3	En janvier 2006, l’archevêque de Cracovie condamne les activités du Père Zaleski.....	25
5.1.4	L’ambassade de France à Varsovie révèle qu’en octobre 2006, la Curie de Cracovie tentait de réduire le Père Zaleski au silence.....	25
5.1.5	En janvier 2007, le travail du Père Zaleski finit enfin par éclater dans la presse.....	25

5.1.6	Annoncé pour mars 2007, le livre explosif du Père Zaleski, va révéler de nouveaux noms d'évêques et clercs de haut rang, collaborateurs du communisme .....	26
5.1.7	L'affaire Wielgus brise le mur du silence, bientôt de nouveaux noms.....	26
5.1.8	Les frères Kaczynski engagent la « décommunisation » du pays .....	27
5.2	<i>Ratzinger acculé, publiquement taxé aujourd'hui de machiavélisme ou d'incompétence.....</i>	28
5.3	<i>Les tentatives fallacieuses de dédouanement de Ratzinger de la part des milieux conservateurs....</i>	28
5.3.1	La farce de l'instigateur Ratzinger devenu « sauveur » .....	28
5.3.2	Le blanchiment de l'abbé Ratzinger par un partisan du ralliement, Luc Perrin .....	29
<b>6</b>	<b><i>Application à la FSSPX et au Motu Proprio.....</i></b>	<b>29</b>

# 1 Les faits de la collaboration du prétendu clergé conciliaire polonais avec les services secrets communistes

Selon l'article de *The Ledger* paru le 9 janvier 2006 (voir le document en pièce jointe), 10 à 15%, soit des milliers de clercs, auraient collaboré activement avec la police secrète communiste (SB = Sluzba Bezpieczenstwa)

*“La plupart des chercheurs qui ont plongé dans les archives du Sluzba Bezpieczenstwa ou Service de Sécurité, estiment que des milliers de prêtres, moines et nonnes du pays – atteignant 10 pour cent des effectifs totaux – ont à l’époque collaboré avec la police secrète du régime à un degré ou à un autre”*

## 1.1 Une alliance honteuse de l’Eglise conciliaire polonaise et de sa hiérarchie avec les communistes

Un article de *The Ledger*, paru le 9 janvier 2007, sous la plume de Craig S.Smith (Cracovie), a bien résumé la situation de l’Eglise conciliaire polonaise.

*« La Pologne est bouleversée par les mises en cause et les récriminations ce mardi, alors que de nouvelles allégations se répandent à la une des journaux du pays concernant des membres du clergé catholique romain, collaborateurs de l’ex-police secrète, souillant ainsi une institution qui des décennies durant était considérée comme sans reproches dans son combat contre le Communisme.*

*Et le flot des révélations s’annonce à présent devoir se transformer en torrent : ici à Cracovie, l’abbé Tadeusz Isakowicz-Zaleski se prépare à publier un livre identifiant 39 prêtres dont les noms figurent dans les fichiers de la police secrète de Cracovie, trois d’entre eux étant aujourd’hui évêques de l’Eglise de Pologne. » **The Ledger**, 9 janvier 2007*

### 1.1.1 La réalité de la collaboration du haut clergé conciliaire avec les communistes occultée sur instruction de Wojtyla-Jean-Paul II

*« L’affirmation sans doute la plus explosive de la part de personnalités de l’Eglise est que cette tâche de la collaboration était en réalité connue depuis des décennies, mais qu’elle avait été maintenue secrète par respect – ou peut-être même sur instruction – du pape Jean-Paul II né en Pologne, et disparu en Avril 2005.*

*“L’église ne voulait pas froisser le pape, mais en réalité garder le silence a fait plus de mal” a déclaré l’abbé Zaleski, 50 ans, dans un entretien près de Cracovie.*

*Cette soudaine focalisation sur les défaillances d’un église qui passait pour héroïquement anti-communiste a fait suite au choix par le Vatican de l’évêque Stanislaw Wielgus pour occuper le siège d’Archevêque de Varsovie au mépris d’indices clairs démontrant pourtant ses liens avec la police secrète de Pologne. L’évêque Wielgus a du démissionner Dimanche après avoir admis son passé secret » **The Ledger**, 9 janvier 2007.*

### 1.1.2 Les 3 éléments de l’alliance entre l’Eglise conciliaire et les communistes

*“Il existe en Pologne une espèce d’alliance honteuse, présente depuis de nombreuses années, mais qui n’est rendue visible que depuis peu, alliance basée sur une culture du mensonge” a déclaré Andrzej Zybertowicz, professeur de sociologie à l’Université Nicolas Copernic de Torun, cœur du fief le plus conservateur de l’église de Pologne.*

*Il a précisé que cette alliance était constituée de trois éléments : des ex-membres de la police secrète et du Parti Communiste qui s’occupent aujourd’hui d’affaires et de politique ; des apologistes qui cherchent le pardon et l’oubli des collaborations du passé ; ainsi qu’une partie influente de la hiérarchie de l’église de Pologne.*

*La collaboration au sein du clergé ne s’est pas réduite à la Pologne seule. Dans le monde communiste, des personnalités officielles de l’Eglise étaient couramment attachées à rendre d’ignobles services. Cela a quelque*

peu été révélé à mesure que les pays du bloc de l'Est ont entrepris d'examiner les archives de leur police secrète.

Mais la Pologne est un cas unique en ce que l'Eglise y est demeurée plus forte que partout ailleurs dans le monde communiste. Ce fut largement en raison du fait que le Primat de Pologne de l'époque, l'Archevêque Stefan Wyszyński avait accepté de coopérer avec les autorités communistes en prêchant le compromis – jusqu'au point au delà duquel il dirait que le fidèle ne pourrait plus l'accepter » **The Ledger**, 9 janvier 2007.

### **1.1.3 10% à 15% du clergé conciliaire polonais collaborateurs de la police secrète communiste**

« La plupart des chercheurs qui ont plongé dans les archives du Sluzba Bezpieczenstwa ou Service de Sécurité, estiment que des milliers de prêtres, moines et nonnes du pays – atteignant 10 pour cent des effectifs totaux – ont à l'époque collaboré avec la police secrète du régime à un degré ou à un autre.

L'actuel Primat de Pologne et Archevêque de Varsovie, le Cardinal Jozef Glemp, a déclaré l'année dernière à une agence de presse italienne que ce pourcentage total se montait à 15 pour cent. Il est probable, comme l'indiquent des historiens, que ce pourcentage en était beaucoup plus élevé dans les grandes cités et les villes universitaires où la surveillance était plus étroite.

Mais l'aspect le plus troublant des récentes allégations est l'élévation des niveaux hiérarchiques auxquels sont parvenus des anciens collaborateurs dans l'Eglise. Dans son édition de mardi, le journal Dziennik, le troisième quotidien le plus important du pays, a publié des extraits d'un document secret de la police daté de 1978, concernant une douzaine de personnalités officielles de haut rang de l'église — dont au moins l'une d'entre elles était évêque à cette époque — démontrant que la police secrète avait cherché, sans succès, à influencer la nomination d'un nouveau Primat de Pologne, au sommet même de l'Eglise polonaise » **The Ledger**, 9 janvier 2007

### **1.1.4 Une Eglise conciliaire qui a voulu dissimuler sa collaboration avec les communistes**

« Ce document ne livrait que des noms de code, tels que Ramses (mentionné comme évêque), Professeur et Pasteur, mais le journal a promis de révéler bientôt leurs identités.

Ces révélations ont choqué cette nation profondément religieuse — le bloc le plus important de fidèles dévoués à l'Eglise Catholique Romaine qui subsiste en Europe — et suscité la colère envers l'église pour avoir laissé aux médias sauvages le soin de les révéler, au lieu d'entreprendre elle-même des recherches dans les archives pour en révéler elle-même les résultats.

“L'église est coupable car elle avait la possibilité de s'épurer elle-même en publiant honnêtement les informations concernant les activités du clergé durant l'époque communiste” a déclaré l'abbé Zaleski. L'église fait valoir que tourner la page sur le passé relève du domaine du péché personnel, lequel doit être traité au sein de l'église dans un esprit de pardon. Elle invoque aussi l'argument selon lequel la révélation publique des dossiers des services secrets pourrait nuire à l'église, nombre de documents étant faux ou trompeurs.

Cependant, nombreux sont les gens qui disent que l'église s'est montrée par trop prudente par peur de ternir son image de championne de la liberté datant de l'ère communiste.

Mais l'église se retrouve coincée dans le dilemme de risquer une perte de confiance, soit qu'elle explore les collaborations, soit qu'elle continue à les traiter comme affaires internes. Les résultats pourraient en être aussi négatifs pour le Vatican qu'ils le sont déjà pour l'église polonaise : Rome en effet avait espéré que l'église pourrait conserver ce bastion de fidèles dans une Europe en cours de sécularisation rapide d'un autre genre.

Des officiels de l'église prétendent à présent que la collaboration de la part de certains membres du clergé polonais constituait un état de fait parfaitement admis sous le régime communiste qui a régné en Pologne de 1944 à 1989.



*Cette question a été occultée tant que le pape était en vie. Mais deux semaines à peine après sa mort en Avril 2005, l'Institut du Souvenir National publiait des documents qui démontraient que le Père Konrad Stanislaw Hejmo, un prêtre de l'ordre de Saint Dominique en poste au Vatican, communiquait des informations à la section anti-église du service secret. Le Père Hejmo a reconnu avoir communiqué ces informations, mais à nié avoir été un espion. » The Ledger, 9 janvier 2007*

## **1.2 Dès avril 2005, l'accusation d'espionnage portée par l'IPN contre le dominicain polonais Hejmo, proche de Wojtyla-JPII**

Le 27 avril 2006, deux semaines après l'élection de Ratzinger, était parue une information expliquant **que le "Père" dominicain Konrad Stanislaw Hejmo, en poste à Rome, transmettait des informations à la section anti-Eglise des services secrets polonais.**

*"L'IPN a accusé, mercredi 27 avril, le Père Konrad Hejmo, qui naviguait dans l'entourage de feu le pape polonais, d'avoir collaboré avec les services de sécurité communistes dans les années 1980. Dans une Pologne encore en deuil de Karol Wojtyla, l'affaire fait grand bruit. Si le nom du Père Hejmo était inconnu du grand public, sa haute silhouette était familière à Varsovie." <sup>5</sup>*

Selon l'AFP du 27 avril 2005 :

*"L'IPN dispose de dossiers attestant que le père Konrad Stanislaw Hejmo collaborait secrètement dans les années 1980 avec les services de sécurité de la Pologne communiste", a déclaré devant la presse le président de l'IPN, Leon Kieres ».*

Le dominicain conciliaire a reconnu l'« **utilisation** » de ses informations mais nié avoir été un espion.

*« Konrad Hejmo, proche collaborateur de [Jean-Paul II](#) s'occupant des pèlerins polonais au [Vatican](#) a démenti les accusations de l'IPN qui portaient sur sa collaboration avec les services de sécurité communistes polonais (SB). Il a qualifié cette annonce d'« absurde ».*

*Ces accusations de l'IPN qui recherche sur les crimes nazis et communistes avaient été annoncées mercredi par Leon Kieres (chargé des archives de l'ancien régime): l'IPN est, selon lui, en possession de « dossiers attestant que le père Konrad Stanislaw Hejmo collaborait secrètement dans les années 1980 avec les services de sécurité de la Pologne communiste ».*

*M. Hejmo a déclaré qu'il pouvait s'agir de ses articles écrits depuis 1979 en tant que directeur adjoint au service de presse épiscopal de Pologne à Rome. **Il n'exclut pas que ces publications aient été enregistrées et utilisées par les services polonais.** Selon Konrad Hejmo, chaque prêtre avait été « sollicité » en Pologne. Konrad Hejmo est un moine dominicain de 69 ans était présent lors des derniers mois de Karol Wojtyla, l'accompagnant en prières avec des groupes de pèlerins polonais. » <sup>6</sup>*

Maciej Zieba, supérieur du père Konrad Stanislaw Hejmo, a consulté les 700 pages du dossier de l'enquête effectuée dans l'Église catholique polonaise.

Konrad Stanislaw Hejmor "travaillait" sous les codes "Hejnal" et "Dominik".

**Ces 700 pages concernent également la collaboration du père Konrad Stanislaw Hejmo avant l'élection de Wojtyla.** Jacek Palasinski, correspondant de la chaîne de télévision polonaise TV24 à Rome ajoute: *«Il avait accès aux plus proches collaborateurs de Jean Paul II»...*

En effet le président de l'IPN a précisé que l'institut dispose **d'autres "traces de mouchards" des services de sécurité communistes dans l'entourage proche de Wojtyla.** Selon la dépêche de l'AFP (voir en pièce jointe) :

*« "Il avait accès aux plus proches collaborateurs de Jean Paul II", a déclaré sur TV24 Jacek Palasinski, correspondant de cette chaîne de télévision polonaise à Rome » AFP, 27 avril 2005*

L'abbé Ratzinger qui s'est rendu il y a quelques mois en Pologne, ainsi que ses collaborateurs, dont le « cardinal » Re, se trouvent complètement éclaboussés par le scandale, **car ils ne pouvaient en aucun cas ignorer cette situation** qui durait depuis plusieurs décennies.

<sup>5</sup> [http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type\\_item=ART\\_ARCH\\_30J&objet\\_id=898674](http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=898674)

<sup>6</sup> [http://fr.wikinews.org/wiki/Konrad\\_Hejmo\\_d%C3%A9ment\\_sa\\_collaboration\\_avec\\_les\\_services\\_communistes\\_polonais](http://fr.wikinews.org/wiki/Konrad_Hejmo_d%C3%A9ment_sa_collaboration_avec_les_services_communistes_polonais)

### **1.3 En 2006, le scandale de l'ancien agent Wielgus promu par Ratzinger, dénoncé à son tour publiquement**

Libération résume ainsi les faits le 8 janvier 2007 :

*« Rattrapé par son passé d'ancien informateur du régime communiste, le successeur désigné de Mgr Glemp à la tête de l'Eglise catholique polonaise, Mgr Stanislaw Wielgus, a donné hier sa démission. L'évêque polonais a annoncé sa décision peu avant la cérémonie officielle qui devait marquer hier son intronisation dans la cathédrale de Varsovie. La situation était devenue intenable. Mis en cause par la presse, Mgr Wielgus avait d'abord nié puis reconnu du bout des lèvres avoir eu dans les années 70 des contacts avec des agents de la Sécurité d'Etat, l'ex-police politique communiste, dans le but d'obtenir un passeport pour voyager à l'étranger.*

*«**Faute**». Après la publication par des journaux d'extraits de documents issus de l'IPN, l'Institut de la mémoire nationale, et la conclusion par la commission spéciale de l'Eglise qu'il avait bel et bien collaboré avec la police secrète, le prélat avait fait, vendredi, acte de contrition, confessé sa «faute» et annoncé qu'il s'en remettait aux «décisions du Saint-Père». **Il demeurait cependant invraisemblable que l'absolution de l'Eglise soit suffisante pour calmer l'opinion, massivement hostile à l'entrée en fonction de Mgr Wielgus, ainsi que la classe politique au pouvoir, qui a fait de la rupture avec le communisme un de ses principaux chevaux de bataille.** »*

Et poursuit :

*« Depuis un an, l'Eglise catholique polonaise, qui avait été collectivement le symbole de la résistance au communisme, est confrontée à une cascade de révélations sur des cas de prêtres qui auraient collaboré avec les anciens services de la Sécurité d'Etat, la SB. **Les historiens estiment qu'il s'agit de 10 à 15 % du clergé.** Ce mal caché est devenu public quand un prêtre polonais de Nowa Huta, le père Tadeusz Isakowicz-Zaleski, plusieurs fois passé à tabac par la SB dans les années 80 en raison de son soutien au syndicat Solidarité, **s'était rendu compte qu'il avait été dénoncé par ses collègues.** Après des recherches, il avait appelé l'Eglise à une confession publique et publié une liste comprenant le nom de 28 prêtres agents, dont sept décédés. Ses révélations n'ont pas été du goût de l'Eglise, qui ne tient pas à laver son linge sale en public. Après un mea-culpa prononcé du bout des lèvres, celle-ci a fini par créer en octobre 2006 une commission spéciale historique chargée d'examiner les cas qui lui ont été soumis. **Selon Marcin Przeworski, elle travaille actuellement sur les cas de plusieurs dignitaires dont les noms ne sont pas connus.** Plusieurs évêchés, dont ceux de Lublin, Cracovie et Wrocław, ont créé leurs propres commissions ».*

Les preuves de la collaboration de l'ex-futur-archevêque de Varsovie avec les services secrets communistes ont été divulguées par la presse polonaise ; elles sont disponibles sur internet :

# Archbishop Wielgus : the evidences proving his commitment as communist

Archbishop of Warszawa

[Home](#) [Archive](#)

## Wielgus00

Written January 16, 2007 in [Deception](#)

Archbishop Stanislaw Wielgus was a knowing collaborator of the communist era secret services Listen the comments in MP3 audio file Documents have been found proving this allegations.

Agnieszka...

Tags: [archbishop](#), [kqb](#)

[Read more...](#)

[Comments \(0\)](#)



## Wielgus01

Written January 15, 2007 in [Deception](#)



### Categories

[Deception \(69\)](#)

### Latest headlines

[Wielgus00](#)

[Wielgus01](#)

[Wielgus02](#)

[Wielgus03](#)

[Wielgus04](#)

### Share this weblog

[Send to friends](#)

### Links

### Advertisement

[Ads by Google](#)

### [Knoxville Jobs](#)

Visit Knoxville News Sentinel To Search Jobs & View Company Profiles

Site anglophone : <http://www.reallifelog.com/Wielgus/>

Ce site contient les fac-similé de près de 70 pages des archives de la SB.

Et voici, tiré de ce site, le fac-similé de l'un des documents qui a été divulgué par les travaux du Père Zaleski.

**Z**

OPIS WSTĘPNY AKT  
PODLEGAJĄCYCH MIKROFILMOWANIU

KARTA KIESZENIOWA - /JACKET/ NR <u>7-7207</u>	
NR ARCHIWALNY AKT <u>7-7207</u>	NR REJESTRACYJNY AKT <u>9933</u>
KRYPTONIM SPRAWY <u>GREFY</u>	
NAZWISKO I IMIE GŁÓWNEGO FIGURANTA <u>WIELGUS Stanisław</u>	
RODZAJ /KATEGORIA/ SPRAWY <u>reptae. operae.</u>	TEREN /KRAJ/ <u>R-FN</u>
ROK ZAŁOŻENIA SPRAWY <u>1973</u>	JEDNOSTKA ZAKŁADAJĄCA SPRAWY <u>Wydz. VIII bap</u>
ROK ZDANIA DO ARCHIWUM <u>1980</u>	JEDNOSTKA ZDAJĄCA SPRAWY <u>Wydz. XI</u>
DATA FILMOWANIA AKT <u>7.10.80</u>	
RODZAJ FILMU : <u>Bell &amp; Howell</u>	

**Z**

Et, à peine Wielgus forcé à la démission, un autre prélat polonais doit partir. En effet, selon l'AFP du 10 janvier 2007 :

*« Au lendemain de la démission spectaculaire de Mgr Wielgus, les accusations de collaboration avec la SB ont fait une nouvelle victime. Le chanoine de la prestigieuse cathédrale de Wawel à Cracovie (sud), le père Janusz Bielanski, a perdu sa fonction, même s'il avait toujours nié les accusations. »*

#### **1.4 L'étai se resserre autour de Wojtyla-Jean-Paul II**

Le site *Traditio.com* titrait récemment sur le resserrement de l'étai autour de Wojtyla-Jean-Paul II :

*“L'ami de longue date de Jean-Paul II confirmé comme informateur de la Police secrète communiste*

*Par: Les Pères*

*Le réseau TRADITIO Network l'a prédit encore une fois. L'institut polonais de la mémoire nationale (IPN) a maintenant confirmé que le Père Mieczyslaw Malinski, un ami de longue date de Jean-Paul II, était un informateur de la Police secrète communiste, selon des documents qui ont fait surface depuis la chute du Communisme en Pologne en 1989. L'accusation de la collaboration avec la Police secrète communiste s'approche de plus en plus de Jean-Paul II lui-même »*

**En effet, l'ami de longue date de Wojtyla, devenu son biographe, Mieczyslaw Malinski, s'avère lui aussi avoir été un collaborateur actif de la police secrète communiste.**

## **2 La politique répressive de Ratzinger à l'égard de radio *Maryja* et des traditionalistes polonais**

### **2.1 Le rôle de Radio *Maryja*, cible de Ratzinger, car elle promeut « une dévotion datant d'avant la seconde guerre mondiale »**

Selon Le Monde du 12 janvier 2006 :

*« Ce coup de crosse vise - sans la nommer - la congrégation rédemptoriste du Père Rydzyk, qui contrôle Radio *Maryja*, la télévision par câble Trwam (Je perdure) et le journal Nasz Dziennik ( Notre quotidien). Ces trois médias, qui diffusent des discours ultracatholiques et xénophobes, ont été fondés au cours des quatorze dernières années par Tadeusz Rydzyk, curé à Torun (à 230 km au nord-ouest de Varsovie), devenu l'un des hommes les plus influents de Pologne.*

*Ainsi, Lech Kaczynski lui doit-il en partie sa victoire à l'élection présidentielle de novembre 2005. Tout comme son frère Jaroslaw lui est redevable du succès de sa formation politique, Droit et justice (PiS), lors des législatives de septembre. Les jumeaux Kaczynski avaient alors bénéficié du soutien du père Rydzyk, qui avait invité les quelque trois millions d'auditeurs qu'il revendique à voter pour eux. Depuis, les ministres conservateurs se succèdent sur les ondes de cette radio»*

**Et selon l'AFP, à la veille de la visite de l'abbé Ratzinger en Pologne en mai 2006, la radio serait devenue incontournable dans le paysage médiatique polonais :**

*« Fondée en 1991, deux ans après la chute du communisme en Pologne, Radio *Maryja* est le vaisseau amiral d'un empire des médias, dirigé par l'ordre des religieux des rédemptoristes.*

*Il comprend aussi un quotidien national, Nasz Dziennik (Notre journal), et une chaîne de télévision, Trwam. Après des décennies d'hibernation sous la dictature communiste, les conservateurs de l'Eglise veulent, avec le soutien de Radio *Maryja*, revenir à ce qui existait avant le communisme. » AFP, 21/05/2006*

**Radio *Maryja* qui revendique trois millions d'électeurs**, a pesé de façon déterminante dans le succès électoral du parti politique *Droit et Justice* auquel appartiennent le Président de la République et le Premier Ministre actuels de la Pologne :

*« La station revendique trois millions d'auditeurs fidèles.*

*Lors du marathon électoral de l'automne, le directeur de Radio *Maryja*, le père Tadeusz Rydzyk, a ouvertement pris parti pour les conservateurs de Droit et Justice (PiS).*

*Selon les politologues, le mouvement des frères jumeaux Kaczynski lui doivent une bonne part de leur victoire. » AFP, 21/05/2006*

Et toujours selon la même dépêche, le parti des gouvernants actuels défendrait la radio :

*« L'empire médiatique bénéficie en retour du soutien du parti au pouvoir.*

*Jaroslaw Kaczynski, président du PiS, a récemment défendu la radio, injustement attaquée, selon lui, par "des ennemis de la liberté et de la démocratie". » AFP, 21/05/2006*

### **2.2 Dès janvier 2006, Ratzinger entreprend de mettre au pas les traditionalistes polonais**

C'est dès janvier 2006, que commencent les intimidations du Vatican à l'égard du clergé conservateur polonais, jugé « *ultranationaliste* », en visant radio *Maryja*,

Selon Le Monde du 12 janvier 2006 :

*« LE VATICAN a adressé, mardi 10 janvier, une mise en garde très inhabituelle au clergé ultranationaliste polonais auquel est reproché son implication directe dans la vie politique du pays. « Les activités institutionnelles du clergé qui engagent de quelque façon que ce soit l'autorité de l'Eglise, menées personnellement ou par l'entremise d'autres personnes ou institutions, requièrent un accord écrit de l'évêque, ou celui de la conférence épiscopale quand il s'agit d'institutions à l'échelle nationale », souligne la nonciature apostolique à Varsovie.*

*(...) « SERVIR L'UNITÉ DE L'EGLISE »*

Avant Noël, le primat de Pologne, le cardinal Jozef Glemp, avait vivement dénoncé l'activité de la station ultracatholique, qui échappe au contrôle de la hiérarchie de l'Eglise. Mgr Glemp avait accusé Radio Maryja et la télévision Trwam de « conduire à la désintégration de l'Eglise », dans ce pays où 90 % de la population se dit catholique. « Si Radio Maryja veut transmettre l'enseignement de l'Eglise, elle doit servir l'unité de celle-ci », avait-il déclaré. « En perpétuant une dévotion datant d'avant la seconde guerre mondiale et en faisant une sélection dans l'enseignement moderne de l'Eglise, elle provoque des divisions parmi les fidèles, le clergé et les évêques », avait ajouté le primat polonais. »

## **2.3 En mars 2006, une semi contrition forcée en demi teinte de la hiérarchie de l'Eglise polonaise à propos de la collaboration des clercs**

« Entre-temps, l'église reconnaissait publiquement que certains membres de son clergé avaient collaboré, et publiait au mois de mars ses excuses pour leurs péchés. Elle appelait les prêtres, moines et nonnes qui avaient collaboré avec les services secrets à en faire la confession — à l'église, sinon publiquement. Sept parmi les 41 diocèses catholiques romains du pays ont depuis lors institué des commissions pour aider les prêtres à réviser leurs dossiers. **Cependant aucune d'entre elles n'a publié de rapport sur les résultats de ses activités.** » **The Ledger**, 9 janvier 2007

## **2.4 Une pression du Vatican contre la radio Maryja, encore amplifiée lors de la visite de Ratzinger en mai 2006**

Et selon l'AFP, à la veille de la visite de l'abbé Ratzinger en Pologne en mai 2006, le Vatican aurait amorcé une prise de contrôle de la radio, afin de la bâillonner :

« Le mois dernier, le Vatican a enjoint la radio à ne plus se mêler de politique ». **AFP**, 21/05/2006

Jusqu'à là les dirigeants de la radio n'ont pas souhaité obtempérer :

« Puis, début mai, les évêques polonais ont décidé de mettre la radio sous tutelle en créant un conseil spécial chargé de superviser les programmes.

"Les évêques veulent montrer qu'ils font quelque chose. C'est directement lié à la visite du pape", dit Pawel Boryszewski.

Mais jusqu'à présent les remontrances timides de l'Eglise n'ont rien changé au style de Radio Maryja.

Les rédemptoristes "estiment que le nouveau pape n'interviendra pas", affirme alors Edward Ciupak ». **AFP**, 21/05/2006

Selon Libération du 8 janvier 2007 :

« Au cours de son premier voyage à l'étranger, en mai dernier, en Pologne, le pape Benoît XVI avait invité les fidèles à accorder le pardon et à tourner la page. Alors qu'on estime que plus de 10 % du clergé local a, d'une manière ou d'une autre, entretenu des contacts avec la police secrète de l'Etat communiste, le souverain pontife avait ainsi demandé aux concitoyens de son prédécesseur Jean Paul II de «se garder de s'ériger avec arrogance au rang de juges des générations précédentes, qui ont vécu en d'autres temps et en d'autres circonstances». »

## **2.5 L'abbé Malinski, proche de Wojtyla-Jean-Paul II, dénoncé lui aussi publiquement**

« Les révélations se sont poursuivies, de plus en plus choquantes. Au mois de Mai, l'abbé Michal Czajkowski, co-président du Conseil des Chrétiens et Juifs de Pologne, a été accusé d'avoir espionné pour le compte de la police secrète 24 ans durant. Il dut démissionner de ses fonctions et publier ses excuses.

Par la suite, la presse a accusé l'abbé Mieczyslaw Malinski, toute sa vie un ami très proche du Pape Jean-Paul II, d'avoir collaboré sous le nom de code Delta. L'abbé Malinski a admis avoir eu des contacts avec la police secrète, mais a nié avoir été un espion. » **The Ledger**, 9 janvier 2007

## **2.6 Les nouvelles révélations du Père Zaleski, annoncées pour mai 2006, bloquées par le « Cardinal » Dziwisch**

*« Quand l'abbé Zaleski s'est résolu à commencer la publication de ses révélations au mois de Mai, le Cardinal Dziwisch lui interdit de le faire ou de parler à la presse, car cela saperait "l'amour pour l'Eglise et pour le Christ." Le Cardinal émis un ordre interdisant à tout membre du clergé de consulter les archives de la police secrète de Cracovie sans son autorisation.*

*Mais après sa rencontre avec le Cardinal Dziwisch en Juin, l'archevêque a accepté de le laisser faire à la condition que l'abbé Zaleski cherche à recueillir les commentaires des membres du clergé qu'il s'apprêtait à identifier.*

*Le Cardinal Dziwisch n'a pu être joint pour recueillir son commentaire.*

*L'abbé Jozef Kloch, le porte-parole de l'épiscopat de Varsovie, a déclaré que l'abbé Zaleski "pouvait publier tout ce qu'il désirait, mais qu'il serait, lui et son bureau, responsable des conséquences."*

*L'abbé Zaleski a découvert les 39 prêtres identifiés comme "TW" acronyme pour Tajny Wspolpracownik, c'est-à-dire collaborateurs secrets. Quatre d'entre eux sont à présent évêques.*

*Parmi ces 39 ecclésiastiques, 22 ont répondu à ses demandes de commentaires, la majorité niant qu'ils aient été des collaborateurs, et 4 seulement reconnaissant qu'ils l'avaient bien été. L'un de ceux à qui il avait écrit n'était autre que l'abbé Janusz Bielanski, qui dut donner sa démission de recteur de la Cathédrale de Wawel, ici même lundi dernier, en citant ces allégations.*

*Un seul parmi les évêques a répondu à l'abbé Zaleski en lui communiquant des documents qui démontraient son refus de coopérer avec la police secrète. Mais les trois autres évêques qui ne lui ont pas répondu, ainsi que les autres prêtres, verront leurs noms révélés dans son livre, dont la mise sous presse est prévue pour la mi-février. » The Ledger, 9 janvier 2007*

## **2.7 En novembre 2006, Wielgus : un ex-agent communiste, devenu « nationaliste », choisi par Ratzinger pour bâillonner la radio**

**Dans un tel contexte et en raison de la continuité de l'action de Ratzinger afin de bailloner radio Maryja, nous pouvons deviner les raisons du choix de Wielgus. Ecartons l'hypothèse selon laquelle il serait un « homme de Tradition » poussé par Ratzinger. La nomination d'un ancien collaborateur de la police secrète communiste est très probablement le résultat d'une manœuvre de l'abbé Ratzinger qui a cherché à placer un personnage compromis et donc tenu, qui a donc déjà fait preuve de sa docilité, à la tête de l'Eglise conciliaire polonaise.** En outre Stanislas Wielgus s'est déjà fait connaître pour un *eurosceptique*, et a donc pu apparaître séduisant pour les milieux conservateurs polonais et de nature à séduire la frange nationaliste.

De façon opportuniste, il prend le parti de *radio Maryja*. Il semble donc vouloir la protéger et soutenir le milieu nationaliste.

**Il ne s'agirait en fait que d'un leurre habile de l'abbé Ratzinger afin de neutraliser radio Maryja.**

La technique utilisée ici par l'abbé Ratzinger est assez classique dans les procédés de subversion.

A travers l'histoire des tentatives pour l'instant non abouties de ralliement de la FSSPX, nous connaissons les madreries et les duperies de Ratzinger et de ses agents comme Castrillon Hoyos, la politique habile de division et d'infiltration qu'il pratique et qui lui avait valu, en son temps et selon des fidèles, le sobriquet de « serpent » de la part de Mgr Lefebvre.

Face à radio Maryja, nous pouvons donc conjecturer sans grand risque d'erreur que la nomination de Wielgus visait à neutraliser la radio.

### 3 Les forces en présence et les enjeux

#### 3.1 Le Président polonais, soutenu par radio Maryja, obtient la démission de Wielgus

C'est le Président polonais qui, **au terme d'un bras de fer avec Ratzinger**, a obtenu la démission publique de Wielgus :

*« La pression du Vatican, qui avait pourtant vendredi renouvelé son soutien au futur chef de l'Eglise catholique polonaise, l'a finalement emporté. Selon la presse polonaise, ce retournement du Vatican s'est produit après d'intenses contacts avec des représentants du gouvernement conservateur de Jaroslaw Kaczynski. Ce dernier ainsi que son frère jumeau Lech estiment que la Pologne a tardé à «se décommuniser» après la chute du Mur et qu'elle doit maintenant mener à terme ce processus. «Avec l'affaire Wielgus, estime Marcin Przeworski, rédacteur en chef de l'agence catholique KAI, les frères Kaczynski obtiennent un argument de plus pour poursuivre cette politique.» » Libération, 8 janvier 2007*

Et dès la démission de Wielgus rendue publique, **le Président polonais s'en félicite ostensiblement :**

*« Le président Lech Kaczynski semblait satisfait hier. «C'est bien que cette démission se soit produite. L'Eglise est une institution importante en Pologne», a-t-il dit. » Libération, 8 janvier 2007*

#### 3.2 Une radio déjà infiltrée et divisée ?

Au moment de l'éclatement du scandale de la collaboration de Wielgus, *radio Maryja* prend le parti de l'archevêque démissionnaire. Comment expliquer ce paradoxe, alors que selon toute logique, la nomination de Wielgus par Ratzinger visait à bâillonner la radio ?

Ou bien ses membres n'ont pas encore réalisé la manœuvre de subversion dirigée par l'abbé Ratzinger contre eux, et n'ont pas bien identifié le caractère dangereux de Ratzinger et sa collaboration au plan anglicano-Rose+Croix de destruction de l'Eglise catholique et du Sacerdoce. Ou bien, **hypothèse plus probable, cette radio est déjà infiltrée et il se livre en son sein un combat féroce.**

**En effet, si l'on examine ce qui s'est passé pour l'Eglise sous Pie XII ou avant, ou pour la FSSPX depuis des décennies, il est quasi-certain que les ennemis de cette radio au Vatican, ne sont pas restés inactifs devant elle, mais ont tenté son infiltration.**

#### 3.3 Le mythe des archives détruites

Ce thème des archives de la police secrète qui auraient été détruites relève à coup sûr du mythe.

**En effet, en règle générale, les archives secrètes, ne disparaissent jamais en réalité totalement. Elles sont évidemment bien trop précieuses pour qui peut les détenir (ou en détenir des copies) par les enjeux permanents qu'elles représentent auprès de personnages restés puissants, et les chantages qu'elles autorisent.**

Pour l'illustrer, rappelons le cas des archives de Sûreté Générale, la police politique de la III<sup>e</sup> République franc-maçonne qui furent saisies à Paris par le *Siecherheits Dienst* (SD de Heydrich) de la SS, dès l'arrivée des Allemands à Paris en 1940.

Rassemblées par le SD dans un train de péniches sur la Seine au moment de la libération de Paris, elles furent transférées par la SS dans un château de Bohême, proche de la frontière du Reich, prévu pour les héberger. **L'avancée des troupes soviétiques conduisit le NKVD à s'en emparer pour les transférer aussitôt à Moscou où elles demeurent aujourd'hui encore, conservées hors du regard des historiens.** Le gouvernement français continue aujourd'hui à en demander régulièrement la restitution au gouvernement de Vladimir poutine.



De même, dès que la 2<sup>ème</sup> DB est venue libérer Paris, le 25 août 1944, le Général Leclerc, sur ordres du **Général de Gaulle fit immédiatement saisir les archives de la Gestapo de la rue Lauriston, et tous les dossiers de la police secrète du troisième Reich en France ont été rassemblés à Noisy-le Sec sous le contrôle du SDECE, le service secret français, où ils se trouvent encore. Certains de ces dossiers personnels qui n'ont toujours pas été révélés ont bien sûr servi à s'assurer, pendant des décennies, de la docilité de membres éminents des élites politiques, médiatiques ou économiques en France.**

Autre exemple plus récent : aussitôt après l'implosion de la DDR (Allemagne de l'Est), Washington a obtenu une **copie des archives de la Stasi (réclamée depuis lors par Berlin), la police secrète communiste de l'ex-Allemagne de l'Est, ce qui fournit depuis lors, entre autres, au gouvernement des Etats-Unis des moyens de chantage permanents** sur nombre de personnalités allemandes influentes aujourd'hui dans le pays.

Ainsi, pour les archives de la police secrète communiste, comme pour les archives françaises de la police politique de la III<sup>o</sup> République maçonnique, est-il certain **que le KGB en détient les pièces essentielles ainsi que des copies.**

En particulier les dossiers importants concernant les personnalités encore au pouvoir, ou récemment disparues, **doivent très vraisemblablement être conservés précieusement à Moscou à toutes fins utiles.**

### **3.4 Derrière le Président polonais, les services de Poutine ont-ils envoyé un signal à Ratzinger ainsi qu'aux amis de ce dernier dans le gouvernement Bush ?**

Nous savons que la démission de Wielgus a été obtenue par les fortes pressions du Président polonais en personne sur Ratzinger. La sortie des documents compromettants de la SB dans les jours qui ont précédés ont été déterminants. Il est donc fort envisageable que cette sortie ait été concertée avec la Russie, elle-même détentrice des pièces importantes de ces archives.

A partir de là, nous pourrions relire ces événements comme la traduction d'un bras de fer entre Poutine et ses services d'une part et l'abbé Ratzinger et ses maîtres américains d'autre part.

En provoquant la diffusion large de pièces compromettantes, non seulement les services russo-polonais qui seraient derrière cette action auraient arrêté la tentative de Ratzinger de prendre complètement le contrôle de l'Eglise conciliaire polonaise pour neutraliser radio Maryja mais aussi ils auraient envoyé un signal fort aux dirigeants mondialistes américains.

## **4 Le contexte géopolitico-religieux de 2007 de cette affaire**

### **4.1 Les « Néo-cons » américains préparent un conflit majeur imminent avec l'Iran, qui pourrait dégénérer en Europe en « choc des civilisations »**

Depuis des années les « Néo-cons » américains préparent un conflit majeur, nucléaire vraisemblablement, avec l'Iran. Ce contexte doit désormais être pris en compte en raison de l'intrication désormais très forte entre la fausse Eglise conciliaire, devenue l'un des relais de la maçonnerie anglo-saxonne en vue de la religion universelle et la politique internationale de ces mêmes milieux en vue de l'établissement d'un gouvernement mondial placé sous leur coupe.

**L'abbé Ratzinger est fortement lié à ce milieu des dirigeants des Etats-Unis.**

Rappelons en effet la présence officielle **sans précédent à Rome** de l'élite dirigeante américaine actuelle, et de la famille Bush en particulier, lors de l'enterrement de Wojtyla, **et des jours précédant le Conclave qui a élu Ratzinger en avril 2005.** Rappelons le grand dîner offert par le gouvernement Bush aux membres du conclave, à l'ambassade américaine à Rome, quelques jours avant le conclave.

Rappelons également l'appartenance commune de Ratzinger et d'un jeune frère de G.W.Bush à une organisation « **oecuméniste** » **basée en Suisse** et leur collaboration sur des projets communs.

L'imminence d'un conflit des Etats-Unis avec l'Iran, souhaité par la frange Néo-cons des mondialistes et repoussée par l'autre frange qui préfère agir dans le long terme à travers la construction européenne, rend proche la menace d'un « choc des civilisations » conceptualisé par Huntington. Il précipiterait l'accélération des projets oecuménistes pro-conservateurs de Ratzinger en Europe. Ce contexte doit donc être observé à la loupe.

Les cercles mondialistes anglo-saxons sont actuellement divisés sur la politique à tenir au Moyen-Orient.

Récemment une déclaration de première importance de Zbigniew Brzezinski sur l'imminence d'une agression du gouvernement actuel des Etats-Unis contre l'Iran qui pourrait être camouflée médiatiquement en « **réplique** » à une « **agression** » prétendue de l'Iran (en réalité fomentée par le gouvernement US lui-même) contre les intérêts américains, vient d'être **occultée, fait sans précédent concernant les déclarations publiques de ce personnage d'une telle importance aux Etats-Unis**, par la presse « **d'establishment** » anglo-saxonne et européenne<sup>7</sup>.

Le théoricien du mondialisme et le stratège de la politique américaine des années 1970-1990 **vient de lancer en effet un avertissement public** au gouvernement Bush en évoquant la possibilité qu'il puisse chercher **par tous les moyens, y compris par la réalisation d'un faux attentat contre les Etats-Unis, aussitôt imputé à l'Iran, à légitimer une attaque américaine contre l'Iran.**

*« Brzezinski confirme que les États-Unis peuvent organiser des attentats sur leur propre territoire*

*A l'exception de The Washington Note et du Financial Times, les grands médias ont décidé de ne pas rapporter les propos de Zbigniew Brzezinski qui bouleversent la classe dirigeante états-unienne. Auditionné le 1<sup>er</sup> février 2007 par la Commission des Affaires étrangères du Sénat, l'ancien conseiller national de sécurité a lu une déclaration dont il avait soigneusement pesé les termes.*

*Il a indiqué : « Un scénario possible pour un affrontement militaire avec l'Iran implique que l'échec irakien atteigne les limites américaines ; suivi par des accusations américaines rendant l'Iran responsable de cet échec ; puis, par quelques provocations en Irak ou un acte terroriste sur le sol américain dont l'Iran serait rendu responsable. Ceci pourrait culminer avec une action militaire américaine "défensive" contre l'Iran qui plongerait une Amérique isolée dans un profond borbier englobant l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan »*

*Vous avez bien lu : M. Brzezinski a évoqué la possible organisation par l'administration Bush d'un attentat sur le sol des États-Unis qui serait faussement attribué à l'Iran pour provoquer une guerre.*

À Washington les analystes hésitent entre deux interprétations de cette déclaration qui ne sont d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre. Pour les uns, l'ancien conseiller national de sécurité **aurait tenté de couper l'herbe sous les pieds des néo-conservateurs et de jeter le doute à l'avance sur toute circonstance qui conduirait à la guerre.** Pour d'autres, M. Brzezinski aurait voulu, en outre, suggérer qu'en cas d'affrontement avec les partisans de la guerre, **il pourrait réouvrir le dossier du 11 septembre et que de nouveaux éléments pourraient être divulgués de nature à déstabiliser le gouvernement de G.W. Bush.**

Quoi qu'il en soit, la thèse de Thierry Meyssan - selon laquelle les attentats du 11 septembre auraient été perpétrés par une faction du complexe militaro-industriel pour provoquer les guerres d'Afghanistan et d'Irak - quitte soudainement à cette occasion le domaine du tabou **pour être évoquée publiquement et officiellement pour la première fois par les élites de Washington.** »

Selon certains sites internet d'analyse géopolitique, **cette attaque américaine contre l'Iran pourrait intervenir dès avril prochain.** The Guardian évoque cette éventualité le 10 février 2007<sup>8</sup>.

Un autre analyste évalue les enjeux géopolitiques des dernières années et la prochaine intervention américaine contre l'Iran<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=COL20070225&articleId=4920>

<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=20070225&articleId=4921>

<sup>8</sup> <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=20070210&articleId=4732>

<sup>9</sup> <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=CHO20070207&articleId=4711>

## 4.2 L'œcuménisme avec les prétendus Orthodoxes, priorité n°1 de Ratzinger

Nous reprenons ci-dessous une partie de la fameuse analyse de CSI-Diffusion du mai 2005 intitulée « *L'Opération Rampolla* » (cf site [www.virgo-maria.org](http://www.virgo-maria.org)).

Il s'agit de la partie qui explique l'un des tout premiers objectifs du prétendu pontificat de l'abbé Ratzinger, celui de la réunion des Eglises orthodoxes avec l'Eglise conciliaire :

« *La réunion des Orthodoxes avec l'Eglise conciliaire selon les vues du pasteur Pusey (vers 1840).*

*Le patriarche de Moscou reconnaîtrait simplement un rôle particulier à l'abbé Ratzinger qui ne prétendrait plus dans ce cadre qu'à être l'évêque de Rome et un patriarche latin.*

*Il s'agit dès lors, dans l'optique des initiés lucifériens, de commencer à attaquer la succession apostolique absolument authentique, quoiqu'encore schismatique et hérétique, de rite oriental des orthodoxes, pour en entreprendre à son tour l'éradication complète de sa validité sacramentelle sur le modèle du sort qu'ils auront déjà fait subir à la vraie succession apostolique de rite latin depuis la promulgation du nouveau rite sacramentellement invalide de consécration épiscopale post-conciliaire de Pontificalis Romani du 18 juin 1968 par l'apostat Mgr Montini-Paul VI (cf. [www.rore-sanctifica.org](http://www.rore-sanctifica.org)).*



A peine l'abbé Ratzinger élu, le patriarche de Moscou, Alexis II, a fait le 27 avril 2005, une déclaration prometteuse qui n'exclut pas la perspective d'une réunion avec le nouveau chef de l'Eglise conciliaire.

*Le patriarche de Russie souhaite des relations améliorées avec le Vatican*

27 avril 2005, 06:20

(c) 2005 Interfax Information Services, B.V.

*Moscou. 27 avril (Interfax) - Le patriarche Alexis II de Moscou et de toutes les Russies a salué les qualités personnelles du nouveau Pape et a déclaré qu'il espérait que le Pape ferait le maximum d'effort pour améliorer les relations avec l'Eglise Orthodoxe Russe.*

*«Le Pape Benoît XVI jouit d'une grande autorité, possède une vision large et une intelligence puissante, et défend sans crainte les valeurs chrétiennes traditionnelles face à ceux qui essayent de s'en écarter, de les piétiner ou de les dénigrer. Cela a valu au nouveau Pape le respect du monde chrétien, y compris de l'Eglise Orthodoxe,» a déclaré Alexi II dans une interview publiée mercredi par Kommersant.*

*Alexi II reconnaît que les croyants orthodoxes et catholiques possèdent des divergences théologiques. Cependant, il a également souligné que leurs positions sont similaires sur beaucoup des problèmes clés du jour présent.*

*«J'espère sincèrement que le Pape Benoît XVI fera tout ce qui est possible pour améliorer les relations avec l'Eglise Orthodoxe Russe,» dit-il, ajoutant que le nouveau Pape est parfaitement bien informé des problèmes compliquant les relations entre les deux Eglises.*

*Le Patriarche russe a déclaré que le désir du nouveau Pape d'améliorer les relations avec toutes les confessions chrétiennes «fait naître un espoir qu'un dialogue Orthodoxe-Catholique sera développé.»*

*A la question de savoir si une rencontre était possible avec le nouveau Pape, le Patriarche russe a répondu que cela dépendrait des ajustements que le Vatican pourrait faire à sa politique à l'égard de l'Eglise Orthodoxe Russe.*

*Dans une interview, Hilarion Alfeyev, évêque de Vienne et d'Autriche et représentant de l'Eglise Orthodoxe Russe auprès des Institutions Européennes a donné le 24 avril 2005 à Inside the Vatican une interview recommandant la création d'une Alliance Catholique-Orthodoxe en Europe.*

*Cette Alliance est justifiée par l'évêque orthodoxe indépendamment des questions religieuses, afin de défendre les valeurs morales de la Chétienté Orientale et Occidentale face au relativisme. Nous citons ci-dessous la totalité de l'interview. »*

*Un tel soutien, émanant d'un prélat en poste auprès d'une organisation sous la coupe des milieux mondialistes, dévoile le discours qui est mis en place, à savoir une union qui se fait en dehors des questions doctrinales et religieuses, sur le terrain de la morale naturelle, et elle éclaire la prise de position de l'abbé **Ratzinger** à la veille du conclave qui devait l'élire, contre le relativisme.*

*«Afin que ce combat soit plus global, j'ai suggéré récemment qu'une alliance européenne Catholique-Orthodoxe soit formée. Cette alliance permettrait aux Catholiques et aux Orthodoxes européens de combattre ensemble contre la sécularisation, le libéralisme et le relativisme qui prévalent dans l'Europe moderne, aiderait à parler d'une seule voix en s'adressant à la société civile, leur procurerait un large espace où ils pourraient discuter les problèmes modernes et adopter des positions communes. Les enseignements sociaux et éthiques des Eglises Catholiques et Orthodoxes sont extrêmement proches, et pratiquement identiques dans de nombreux cas de figure. J'ai eu l'occasion de comparer le «Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise», publié en 2004 par le Conseil pontifical pour la Justice et la Paix, avec les «Fondements de la doctrine sociale de l'Eglise Orthodoxe Russe», approuvés en 2000 par le Conseil des Evêques du Patriarcat de Moscou. Il y a tant de ressemblances frappantes et une si faible différence. Pourquoi, alors, ne serions-nous pas capables de proclamer urbi et orbi notre unité sur ces points fondamentaux?»*

*«Au-delà de ces problèmes de sécularisme, libéralisme et relativisme militant, que j'ai déjà évoqué, l'alliance devrait, selon moi, se concentrer sur les différents aspects de l'éthique familiale et sexuelle, ainsi que sur les questions de bioéthique. L'Eglise Catholique a déjà exprimé sa position officielle sur la famille, le mariage, l'avortement, la contraception, l'euthanasie, le clonage, etc. connu du monde, de même que quelques Eglises Orthodoxes, en particulier l'Eglise Orthodoxe Russe dans ses «Fondements de la conception sociale». Mais où se trouve une position commune?»*

*«Je crois que le combat moderne entre le Christianisme traditionnel (qui recouvre dans mon esprit principalement l'Eglise Catholique et l'Eglise Orthodoxe) d'une part, et le sécularisme, libéralisme et relativisme d'autre part, est principalement centré sur la question des valeurs. Ce n'est pas une dispute théologique, parce que ce n'est pas l'existence de Dieu qui est débattue : c'est l'existence d'une norme morale absolue, sur laquelle la vie humaine devrait être fondée, qui est mise en cause. Ce combat possède un caractère anthropologique, et c'est le présent et le futur de l'humanité qui est en jeu.»*

*«En défendant la vie, le mariage et la procréation, en luttant contre la légalisation de la contraception, de l'avortement et de l'euthanasie, contre la reconnaissance des unions homosexuelles comme équivalentes des unions maritales, contre le libertinage sous toutes ses formes, les Catholiques et les Orthodoxes ont engagé une bataille pour la survie de la Civilisation européenne, des peuples européens, de l'Europe en tant que telle. **Unissons nos efforts et formons le front commun du Christianisme traditionnel afin d'empêcher que l'Europe ne soit irrémédiablement dévorée par le sécularisme, le libéralisme et le relativisme.**»*

*Hilarion Alfeyev*

*<http://www.insidethevatican.com/newsflash-apr24-05-2.htm>*

*Voici comment **Robert Moynihan** analyse avec le plus grand intérêt les déclarations successives des dignitaires orthodoxes depuis l'élection de l'abbé **Ratzinger**. Notons au passage que ce journaliste, directeur du magazine Inside the Vatican et proche de l'abbé **Ratzinger** et auteur d'un travail d'étude sur la CDF à l'époque de **Ratzinger**, ne tarit pas d'éloges sur le nouveau **Benoît XVI**. Son journal a été jusqu'à titrer : "L'amant des amants" au lendemain de l'élection de son favori.*

*Aspiré par ce mouvement général, le toujours plus benoît abbé **Lorans** (bene-DICI) et l'abbé **Barthe** (Figaro, etc...), panégyristes du nouvel occupant du Vatican, ont visiblement été dépassés dans leur enthousiasme pourtant déjà manifeste... Certains évoquent désormais l'abbé **Barthzinger**, le grand thuriféraire de l'abbé **Ratzinger** appelé aujourd'hui du nom de **Benoît XVI**. Il semble être passé d'un état d'apesanteur canonique à celui d'une lévitation ratzinguérienne... bientôt la transe ? »*

*Vraiment le changement ?*

*par **Dr. Robert Moynihan**, Inside the Vatican*

VATICAN CITY, Mercredi, 27 avril 2005 -- Le "miracle" se produira-t-il véritablement ? Le rêve longuement retardé de feu le pape **Jean-Paul II** d'améliorer les relations avec les orthodoxes de façon à permettre à l'Europe de "respirer avec ses deux poumons" (l'Ouest latin et l'Est Grec), va-t-il devenir une réalité après sa mort ?

Les observateurs du Vatican pèsent sérieusement ces questions, suite à une série de déclarations spectaculaires de la Russie, et du monde Orthodoxe en général, suggérant que l'arrivée sur la scène du pape **Benoît XVI** peut être un catalyseur pour un progrès rapide et réel dans les relations entre les Eglises Orthodoxe et Catholique.

Les dernières déclarations sont venues du patriarche orthodoxe russe **Alexis**, qui a exprimé sa volonté de rencontrer **Benoît XVI**.

<http://www.insidethevatican.com/latest-newsflash.htm>

Nous fournissons l'ensemble de l'article en pièce jointe.

**Mais cette opération d'envergure dans le monde orthodoxe, ne sera peut-être pas aussi facile à faire qu'avec les catholiques. De nombreuses tentatives de déstabilisation n'ont pas réussies.**

**Est-ce pour cela que la Très Sainte Vierge Marie annonce la conversion de la Russie ?**

**Ceci éclaire d'un jour nouveau la nécessité de la conversion de la Russie réclamée avec tant d'insistance depuis 1917 par la Très Sainte Vierge Marie, Mère de l'Eglise et du Rédempteur, à Fatima au Portugal en 1917, sous le règne du Pape Benoît XV, lui-même un ancien "Poulain" du Cardinal Rampolla del Tindaro, Secrétaire d'Etat de Léon XIII. »**<sup>10</sup>

### **4.3 L'échiquier polonais, et le cas Jean-Paul II, dans le jeu actuel Kremlin-Vatican**

La première visite du Président russe au Vatican interviendra donc deux mois après l'éclatement de l'affaire Wielgus.

**Il est certain que les dossiers les plus compromettants de la collaboration de l'Eglise conciliaire polonaise avec le régime communiste de Varsovie sont entre les mains du KGB et sont donc très bien connus de Vladimir Poutine, qui possède et connaît aussi, bien sûr, tout le dossier personnel des services secrets communistes concernant Karol Wojtyla, devenu Jean-Paul II.**

Il est en effet fort possible, et même très probable, si l'on en juge des facilités avec lesquelles il entra et sortait de Pologne avant son élection à Rome, que **l'évêque apostat Wojtyla avait lui-même, comme Stanislas Wielgus, accepté de signer des documents et de collaborer avec la police secrète communiste.**

C'est muni de tous ces faits que **Vladimir Poutine, conseillé par le Patriarche orthodoxe de Moscou**, se trouve en position de force pour négocier avec l'abbé Ratzinger et avec ses maîtres américains.

« CITE DU VATICAN, 22 fév 2007 (AFP) - **Poutine reçu le 13 mars par le pape (agence)** Le président russe Vladimir Poutine sera reçu le 13 mars au Vatican par le pape Benoît XVI, a affirmé jeudi l'agence catholique Asianews citant "des sources orthodoxes non officielles".

*Cette visite, qui n'était pas encore confirmée jeudi par le Vatican ni par la présidence russe, serait la troisième de Vladimir Poutine au Vatican et la première depuis le début du pontificat de Benoît XVI.*

*Le président russe avait rencontré Jean Paul II à deux reprises, en 2000 et 2003. Il ne s'était en revanche pas rendu à ses obsèques en avril 2005.*

*Vladimir Poutine est attendu le 14 mars en Italie pour un sommet bilatéral à Bari (sud) avec le chef du gouvernement Romano Prodi.*

*Selon Asianews, un haut prélat orthodoxe pourrait faire partie de la suite du président russe.*

<sup>10</sup> <http://www.virgo-maria.org/articles/F-Rampolla/VM-Operation-Rampolla-P-2.htm>

*Cette visite au pape serait un signe de la volonté du président Poutine de travailler au rapprochement entre le Vatican et l'Eglise orthodoxe russe, relève l'agence.*

*En juillet 2006, Vladimir Poutine avait favorisé la tenue à Moscou d'un sommet interreligieux auquel avaient participé plusieurs prélats du Vatican.*

*Cependant, "il n'est pas encore prévu une invitation au pape" à se rendre en Russie, selon Asianews.*

*Les rapports entre le Vatican et l'Eglise orthodoxe russe sont tendus depuis de longues années, le patriarcat de Moscou accusant les catholiques de prosélytisme sur son "territoire canonique", un reproche que ces derniers rejettent avec constance.*

*Cependant quelques signes de dégel sont récemment apparus. Benoît XVI a reçu le 18 mai 2006 le métropolite Kirill, "ministre des Affaires étrangères" de l'Eglise orthodoxe russe, qui avait assisté à la cérémonie d'inauguration de son pontificat l'année précédente.*

*Le patriarche Alexis II, chef de l'Eglise orthodoxe russe, avait un peu plus tôt salué la "volonté du pape "de développer les relations avec l'Eglise orthodoxe".*

*Mais début décembre, Alexis II avait une nouvelle fois demandé au Vatican de "prendre des mesures concrètes" pour faire cesser le prosélytisme catholique dans les pays traditionnellement orthodoxes de l'ex-URSS »*

Dans le jeu géopolitique actuel, l'intérêt d'un Poutine n'est certes pas de laisser carte blanche à un abbé Ratzinger dans son « **dialogue** » œcuménique avec le Patriarcat de Moscou.

**Vladimir Poutine est en effet très précisément informé des liens de l'abbé Ratzinger avec les dirigeants américains actuels, lesquels ont pesé de tout leur poids pour le faire élire contre son rival, le « cardinal » français Lustiger, lors du conclave d'avril 2005, et il sait que Ratzinger leur est redevable de son élection au conclave.**

Rappelons l'information de *Virgo-maria.org*<sup>11</sup> sur l'appartenance commune de Ratzinger ainsi qu'un frère du Président Bush à une même fondation **d'apparence œcuménique** installée en Suisse.

*« Enfin, **en 1999**, soit un an avant la première élection de son frère à la présidence américaine, **Neil Bush et Jamal Daniel**, dont on ne peut pas dire qu'ils aient été jusqu'à présent des figures marquantes du mouvement œcuménique international, **créent avec le Cardinal Ratzinger, futur Benoît XVI, une petite fondation œcuménique suisse**, la **Fondation pour le dialogue et la recherche dans les domaines interreligieux et interculturel**.*



**Neil Bush**

*A leurs côtés, sur la liste des membres fondateurs figurent d'éminentes personnalités religieuses telles que le Rabbin René Samuel Sirat, ancien grand rabbin de France, le Prince El Hassan bin Talal de Jordanie, musulman impliqué dans le dialogue interreligieux, le Prince Sadruddin Aga Khan, chef de la branche des Ismaéliens, décédé en 2003, Olivier Fatio, directeur de l'Institut de l'Histoire de la Réforme et le président de la fondation orthodoxe Damaskinos, Gari Vachicouras. A l'heure actuelle, si Neil Bush s'est retiré du conseil de direction de cette fondation, Jamal*

<sup>11</sup> [http://www.virgo-maria.org/articles/2006/VM-2006-09-19-A-00-Ratzinger\\_Ratisbonne\\_et\\_Niel\\_Bush.pdf](http://www.virgo-maria.org/articles/2006/VM-2006-09-19-A-00-Ratzinger_Ratisbonne_et_Niel_Bush.pdf)

*Daniel y tient un rôle encore très actif. Faut-il voir dans ce rapprochement avec l'une des autorités catholiques les plus conservatrices, ce que l'on pourrait qualifier d' «alliance objective» ou de «gentlemen agreement» entre conservateurs de tous bords. L'attitude plus que mesurée de l'Eglise catholique envers John Kerry, en 2004, semblerait le prouver. » Renaud FRANCOIS »*

**Les services de Vladimir Poutine ne peuvent bien sûr rien ignorer de tout cela.**

Les buts prévisibles de Poutine sont donc vraisemblablement de :

- **Conforter la position des dirigeants actuels polonais, dans la mesure où ils ne sont pas totalement sous la coupe des mondialistes anglo-saxons et où ils s'opposent aux ambitions de Ratzinger en Pologne**, et par la-même, d'empêcher Ratzinger de placer ses pions en Pologne pour étouffer *Radio Maryja*
- **D'empêcher que le « dialogue » œcuménique de Ratzinger avec le Patriarcat de Moscou ne se traduise par une plus forte influence de l'Eglise conciliaire de Ratzinger en Russie**, car ce serait introduire un cheval de Troie des milieux mondialistes anglo-saxons sur le sol russe<sup>12</sup>
- **De tenter de neutraliser l'action de Ratzinger visant à susciter et à préparer le « choc des civilisations » conceptualisé par les Néo-Cons américains, alors même que les préparatifs d'une attaque nucléaire des États-Unis contre l'Iran se font plus pressants.**

Le 10 février 2007, Poutine a ainsi prononcé à Munich un discours solennel<sup>13</sup> devant la Chancellerie allemande à la Conférence sur la Sécurité en Europe où il s'est déplacé en personne, discours par lequel il met en garde contre la menace imminente de l'ouverture d'un conflit armé contre l'Iran qui pourrait conduire à une troisième guerre mondiale.

Et dans cette négociation avec Ratzinger, **le dossier Wojtyla-Jean-Paul II que les services du KGB ont remis entre les mains de Poutine, devient déterminant. Il fait en effet planer une menace terrible sur la fausse Eglise conciliaire qui pourrait y trouver le début de sa perte totale de crédibilité.**

Ajoutons que, les milieux orthodoxes qui étudient depuis plusieurs mois les documents du CIRS (*Rore Sanctifica*, [www.rore-sanctifica.org](http://www.rore-sanctifica.org)) ont désormais des raisons objectives pour comprendre que l'Eglise conciliaire dirigée par Ratzinger **n'a plus (excepté marginalement en Orient) de clergé sacramentellement valide et n'est plus qu'une réunion de simples prêtres et laïcs, unis pour leur hiérarchie par la franc-maçonnerie sous contrôle anglo-saxon.**

Sa nature n'est plus du tout aujourd'hui celle de l'Eglise catholique authentique comme ce fut le cas jusqu'au vrai Pape Pie XII.

## **5 La mise en cause de l'abbé Ratzinger et les fausses justifications des milieux conservateurs**

### **5.1 Le travail obstiné du Père Zaleski**

---

<sup>12</sup> Rappelons que Karol-Wojtyla-Jean-Paul II a mis toute son énergie, tout au long de son pontificat pour se faire inviter à Moscou par le Patriarche orthodoxe russe, et cela en vain, malgré tous ses efforts.

<sup>13</sup> <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=ENG20070220&articleId=4873>  
<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=viewArticle&code=PUT20070211&articleId=4741>



**Le Père Tadeusz Isakowicz-Zaleski**

### **5.1.1 La découverte par le Père Zaleski de la collaboration et des délations des hiérarques du clergé**

Un article de *The Ledger*, paru le 9 janvier 2007, a, sous la plume de Craig S.Smith (Cracovie), décrit avec force détails, le parcours du Père Zaleski, **et sa découverte de l'existence de la collaboration de prêtres et dignitaires conciliaires polonais avec la police secrète du régime communiste :**

*Lors des cérémonies célébrant le 25ème anniversaire du syndicat Solidarité à Gdansk en Août dernier, un ami a prévenu l'abbé Zaleski de l'existence d'un dossier de la police secrète à son sujet à Cracovie. De retour dans la cité, l'abbé Zaleski est allé aux archives et fut étonné d'y découvrir un dossier bourré de 500 pages de documents le concernant.*

*“J'en ai été très choqué” a déclaré l'abbé Zaleski dans son bureau mansardé. Il fut encore plus troublé lorsqu'il put lire que c'étaient deux prêtres qui avaient alimenté la police secrète en informations sur ses activités. Bien que ces prêtres ne fussent mentionnés que sous leurs noms de code, la description qui en était donnée en étaient si précise, dit-il, qu'il savait à présent qui ils étaient.*

*“Je n'aurais jamais imaginé qu'il aurait pu exister des prêtres qui avaient coopéré avec la police secrète” a-t-il dit. » The Ledger, 9 janvier 2007*

### **5.1.2 Le Cardinal Dziwisz éconduit le Père Zaleski en lui conseillant de prier et de détruire les documents**





L'article de *The Ledger*, du 9 janvier 2007, montre comment la démarche de Zaleski dérange la haute hiérarchie de l'Eglise conciliaire en Pologne **qui cherche à le détourner de sa recherche des faits et de la vérité** :

*« Il a cherché conseil auprès de l'Archevêque de Cracovie, le Cardinal Stanislaw Dziwisz, qui fut longtemps le secrétaire personnel du Pape Jean-Paul II. Cependant, ajoute l'abbé Zaleski, il fut ignoré dans un premier temps, puis on lui dit de prier. A l'occasion, ses supérieurs lui ont conseillé de brûler ces documents.*

*“Ils ne se montraient nullement intéressés d'apprendre quoique ce fut sur cette affaire” déclarait-il, en parcourant une pile de photocopies estampillées par l'Institut du Souvenir National » **The Ledger**, 9 janvier 2007*

### **5.1.3 En janvier 2006, l'archevêque de Cracovie condamne les activités du Père Zaleski**

*« Au cours d'une réunion avec d'ex-membres du syndicat Solidarité dans une aciérie de la zone de Cracovie lors du mois de janvier dernier, l'abbé Zaleski a émis la suggestion que les autorités de l'église s'engage dans une opération de « nettoyage », tandis que le processus d'examen des personnes sur la question de la collaboration communiste du passé est en cours dans l'ex-bloc oriental.*

*Des journalistes qui assistaient à cette rencontre ont relayé la suggestion de l'abbé Zaleski. “Cela a déclenché une tempête parmi les autorités ecclésiastiques de Cracovie ” a-t-il rappelé. “Les bureaux de l'Archevêque ont publié une lettre ouverte pour condamner mes activités”. Aussi résolut-il d'entreprendre tout seul son projet et d'en publier les résultats. » **The Ledger**, 9 janvier 2007*

### **5.1.4 L'ambassade de France à Varsovie révèle qu'en octobre 2006, la Curie de Cracovie tentait de réduire le Père Zaleski au silence**

Le 18 octobre 2006, la Curie de Cracovie a publié un communiqué révélant qu'elle avait interdit au « Père » de poursuivre ses travaux :

*« LA CURIE DE CRACOVIE A REDUIT AU SILENCE LE PERE ISAKOWICZ-ZALESKI » Ireneusz Danko, « Gazeta Wyborcza » du 18/10/06, p. 8, résumé.*

*La Curie de Cracovie a interdit au père Isakowicz-Zaleski de se prononcer au sujet des prêtres, anciens collaborateurs de la sécurité communiste. Un communiqué officiel a évoqué notamment le fait que ses déclarations, reprises par les médias, « choquaient les fidèles, menaçaient l'unité de l'Eglise et dénaturaient l'image des prêtres catholiques en les présentant comme des inquisiteurs insensibles, ou comme des accusateurs impitoyables ». Selon le même communiqué, le père Isakowicz-Zaleski aurait ainsi abusé de la confiance de Mgr Dziwisz. La Curie a en outre déclaré qu'elle se réservait le droit de « présenter son jugement moral » sur le livre de Zaleski consacré à l'activité des prêtres collaborateurs dans la région de Cracovie, qui doit paraître dans quelques mois. La Curie a probablement pris la décision de publier son communiqué à la suite des récentes déclarations du père Zaleski, en faveur des jésuites de Cracovie qui s'étaient joints à son action de dénonciation des prêtres collaborateurs. »<sup>14</sup>Site internet de l'ambassade de France en Pologne –Revue de presse polonaise du 18 octobre 2006*

### **5.1.5 En janvier 2007, le travail du Père Zaleski finit enfin par éclater dans la presse**

Ce mois de janvier 2007, voit l'aboutissement du travail du groupe de laïcs, regroupés autour du « Père » Isakowicz-Zaleski, qui oeuvre inlassablement depuis des mois à dénoncer cette compromission avec le communisme. Leur combat, bloqué pendant des mois par le Vatican, vient d'aboutir soudainement et se trouve relayé par les médias du monde entier.

<sup>14</sup> [http://www.ambafrance-pl.org/article.php?id\\_article=1908](http://www.ambafrance-pl.org/article.php?id_article=1908)

« Bête noire de l'épiscopat polonais, qui a longtemps empêché la sortie de son livre, le père Isakowicz-Zaleski est devenu en l'espace de quelques jours, à coup de déclarations tonitruantes, l'un des visages les plus médiatisés de ce groupe de prélats et de laïcs polonais qui, avide de vérité sur le passé communiste, appelle l'Eglise à un devoir de mémoire. "Je voulais le bien de l'Eglise. Mais elle m'a présenté comme un ennemi et m'a tiré dans le dos, déplore-t-il aujourd'hui. Jamais l'Eglise polonaise n'a été si agressive. » **Le Monde**, 12 janvier 2007

### 5.1.6 Annoncé pour mars 2007, le livre explosif du Père Zaleski, va révéler de nouveaux noms d'évêques et clercs de haut rang, collaborateurs du communisme

Le livre explosif va révéler pour mi-février 2007, maintenant début mars, une liste de 39 clercs collabos avec les services communistes. **Dans cette liste figurent quatre pseudo-« évêques » actuellement en poste.** Le Recteur de la cathédrale de Cracovie, accusé lui aussi, vient de démissionner.

« Et le flot des révélations s'annonce à présent devoir se transformer en torrent : ici à Cracovie, l'abbé Tadeusz Isakowicz-Zaleski se prépare à publier un livre identifiant 39 prêtres dont les noms figurent dans les fichiers de la police secrète de Cracovie, trois d'entre eux étant aujourd'hui évêques de l'Eglise de Pologne.

L'affirmation sans doute la plus explosive de la part de personnalités de l'Eglise est que cette tâche de la collaboration était en réalité connue depuis des décennies, mais qu'elle avait été maintenue secrète par respect – ou peut-être même sur instruction – du pape Jean-Paul II né en Pologne, et disparu en Avril 2005 » **The Ledger**, 9 janvier 2007

### 5.1.7 L'affaire Wielgus brise le mur du silence, bientôt de nouveaux noms

« **Le Père Isakowicz-Zaleski appelle l'Eglise polonaise à "se confesser"** LE MONDE | 12.01.07 | 13h00 • Mis à jour le 12.01.07 | 14h25

CRACOVIE ENVOYÉE SPÉCIALE

C'est une session extraordinaire aux allures de réunion de crise : vendredi 12 janvier, l'épiscopat polonais s'est rassemblé à Varsovie pour plancher sur la collaboration du clergé avec l'ancienne police politique communiste (SB), cinq jours après que la démission de l'archevêque de Varsovie, Mgr Stanislaw Wielgus, a décontenancé le pays et ébranlé son Eglise.

La tension est montée d'un cran, jeudi soir, quand le père Tadeusz Isakowicz-Zaleski, chantre de la publication du nom des prélats collaborateurs, a annoncé que l'un des quarante-cinq évêques diocésains et ordinaires convoqués vendredi est un ancien agent de la SB. "L'Eglise a été victime de la répression du communisme. Ce régime s'est acharné sur elle, mais 90 % du clergé a refusé de collaborer, martèle le père Isakowicz-Zaleski, dans un entretien donné au Monde, à Cracovie. L'Eglise doit aujourd'hui se confesser et faire son mea culpa pour guérir les maux créés par ses 10 % de prêtres collaborateurs."

"Le drame, c'est que l'Eglise a eu dix-sept ans pour traiter cette question, mais elle n'a rien fait, blâme le prêtre. Pour beaucoup de fidèles, le problème n'est pas que le clergé ait pu collaborer, mais ce sentiment que l'Eglise cache un dossier difficile."

La hiérarchie de l'Eglise polonaise attend avec anxiété la publication, prévue début mars aux éditions Znak, du livre du père Isakowicz-Zaleski *Le Clergé face à la SB - Le cas de la curie de Cracovie*. L'auteur y liste trente-neuf prêtres collaborateurs. Parmi lesquels quatre sont, aujourd'hui, des évêques. "J'ai alerté, en 2005, la hiérarchie de l'Eglise que les archives de la SB renferment des dossiers qui sont de véritables bombes à retardement. Mais aucune mesure n'a été prise, tance le prêtre. Il y a un an encore, si l'Eglise avait réagi en consultant les archives de la SB, on aurait pu régler ces problèmes autrement. Voire les éviter." Trop tard, prévient-il. Le dossier des prélats ex-agents s'étend désormais "comme une maladie qu'on n'a pas su soigner à temps".

*Bête noire de l'épiscopat polonais, qui a longtemps empêché la sortie de son livre, le père Isakowicz-Zaleski est devenu en l'espace de quelques jours, à coup de déclarations tonitruantes, l'un des visages les plus médiatisés de ce groupe de prélats et de laïcs polonais qui, avide de vérité sur le passé communiste, appelle l'Eglise à un devoir de mémoire. "Je voulais le bien de l'Eglise. Mais elle m'a présenté comme un ennemi et m'a tiré dans le dos, déplore-t-il aujourd'hui. Jamais l'Eglise polonaise n'a été si agressive."*

*Dans toute la Pologne, l'atmosphère est électrique, la nervosité palpable. Signe qui ne trompe pas, le président de la Conférence de l'épiscopat, Mgr Jozef Michalik, d'ordinaire calme et posé, s'en est pris, mercredi, dans un entretien à l'Agence catholique d'information (KAI), au pouvoir des médias qui ont déclenché, fin décembre, l'affaire Wielgus en publiant des allégations sur son passé collaborateur. Mardi, le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, avait fustigé, à l'antenne de la télévision publique TVP, une tentative de complot contre l'Eglise : "Le fait que l'on menace de révéler des informations sur le passé d'autres religieux prouve l'existence d'un plan prémédité."*

*Une partie de l'opinion publique, dont la presse de droite s'est faite le porte-voix, attend aujourd'hui de l'Eglise qu'elle tire les leçons de l'affaire et prenne des mesures rapides pour passer en revue le passé des prêtres et évêques du pays. Pour la première fois depuis la chute du communisme, la Pologne s'adonne à un débat, ouvert et public, sur la collaboration des prélats avec l'ancienne police politique. L'affaire Wielgus a bel et bien brisé un tabou, se félicitent certains observateurs. D'autres objectent que le débat est faussé : cette "chasse aux sorcières", disent-ils, ne devrait pas s'acharner sur les informateurs, mais sur les fonctionnaires et les cadres de la SB - dont beaucoup vivent, aujourd'hui, en toute impunité en Pologne.*

*Sans précédent, cette crise aura surtout écorné une icône. Celle de l'Eglise polonaise comme force d'opposition au communisme. Et pourtant cette Eglise reste en même temps celle du pape Jean Paul II, du primat Stefan Wyszynski, du père Jerzy Popieluszko. Celle aussi de curés anonymes persécutés.*

*Célia Chauffour*

*Article paru dans l'édition du 13.01.07 »*

### **5.1.8 Les frères Kaczynski engagent la « décommunisation » du pays**

Il est absolument ahurissant de voir *Le Figaro*, prétendument journal de droite, se faire le procureur du gouvernement polonais actuel et de sa volonté de dévoiler la vérité, y compris les noms, de la collaboration des polonais avec le régime communiste.

Cela montre que d'autres intérêts guident la presse.

**« LE FIGARO**

***L'épuration bat son plein à Varsovie***

*De notre envoyée spéciale à Varsovie Arielle THEDREL.*

*Publié le 20 février 2007*

*Actualisé le 20 février 2007 : 08h14*

*La «décommunisation» vire à la chasse aux sorcières. Une arme politique dont usent les frères Kaczynski pour éliminer leurs rivaux.*

*C'EST une boîte de Pandore que les frères Kaczynski viennent d'ouvrir. Dix-sept ans après la chute du communisme, la traque des agents de l'ancienne police secrète (SB) bat son plein, plongeant la Pologne dans un climat délétère qui navre l'historien Andrzej Paczkowski. « Bien sûr, les victimes du communisme ont droit à la vérité. Bien sûr, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité nationale, nos responsables doivent faire la preuve de leur intégrité. Mais là, c'est trop ! »*

Promulguée en 1997, la loi dite de lustration (du latin *lustratio*, « purification ») obligeait jusqu'ici les parlementaires, ministres et magistrats à déclarer s'ils avaient ou non collaboré avec les services secrets communistes. Un aveu n'entraîne pas de sanction automatique, mais un mensonge est puni d'une interdiction d'exercer une fonction publique pendant dix ans. Des dispositions jugées trop timides par le président Lech Kaczynski et son jumeau Jaroslaw, premier ministre. Une nouvelle loi, qui entrera en vigueur à la fin du mois, astreindra également les élus locaux, les enseignants et les journalistes à signer cette déclaration. Au total, plus de 400 000 personnes seront concernées contre 26 000 auparavant.

Qui plus est, l'Institut de la mémoire nationale (IPN), qui conserve les archives de la SB - quelque 80 kilomètres de dossiers - sera tenu de publier la liste nominative de tous les collaborateurs de l'ancienne police secrète. La SB et les Renseignements militaires comptaient entre 800 000 et un million de collaborateurs ou prétendus tels. Car si les identités de ces « collabos » sont connues, « dans plus de 80 % des cas », assure Andrzej Paczkowski, qui fut membre du conseil de l'IPN de 1999 à 2006, « il n'existe aucun document permettant d'établir la nature exacte de leurs activités ».

La suite de l'article est consultable en fin de ce dossier.

## **5.2 Ratzinger acculé, publiquement taxé aujourd'hui de machiavélisme ou d'incompétence**

Ratzinger est désormais « **mouillé** » :

*Au nom de la réconciliation, la candidature de Stanislaw Wielgus n'avait ainsi pas paru saugrenue aux autorités catholiques qui, sur proposition du nonce apostolique, l'avaient nommé archevêque de Varsovie le 6 décembre dernier. A la suite des révélations de la presse polonaise sur son passé, le Vatican avait dans un communiqué précisé, le 21 décembre, « que toutes les circonstances de sa vie » avaient été examinées avant sa désignation. Wielgus lui-même a indiqué qu'il avait personnellement « informé » Benoît XVI de son passé, il y a plusieurs semaines, précisant qu'« il n'avait jamais trahi le Christ et son Eglise ». **Libération**, 8 janvier 2007*

Et la question de l'« **incompétence** » de Ratzinger est désormais posée :

*« Cette bourde monumentale ne fera pas taire les rumeurs d'incompétence qui bourdonnent autour de Benoît XVI. » **Libération**, 8 janvier 2007*

## **5.3 Les tentatives fallacieuses de dédouanement de Ratzinger de la part des milieux conservateurs**

### **5.3.1 La farce de l'instigateur Ratzinger devenu « sauveur »**

Voici comment l'instigateur de cette nomination d'un collaborateur communiste, l'abbé Ratzinger, se voit présenté à présent par certains médias comme étant en fait le véritable « *sauveur in extremis de l'honneur de l'Eglise conciliaire en Pologne* » :

*« La presse polonaise a salué lundi la décision du pape Benoît XVI d'accepter la démission de l'archevêque de Varsovie, Mgr Stanislaw Wielgus, convaincu d'avoir collaboré avec la police secrète communiste. « Le pape a épargné la honte à l'Eglise », « La rescousse est venue de Rome », « Le pape nous a sauvés », titraient à la une les plus grands quotidiens de Pologne.*

*« La décision de Rome est une victoire de la conscience. Les notions de base retrouvent leur sens original. De nouveau trahison signifie trahison, courage courage et fidélité fidélité », écrit le quotidien de centre-droite, Rzeczpospolita.*

*Seul le journal ultra-catholique Nasz Dziennik, proche de la chaîne intégriste Radio Maryja, dénonce « une séance de haine à l'égard de l'archevêque » et une « terreur médiatique » en Pologne.*

*« À tout prix, on cherchait à (le) lyncher sans se soucier de présenter la situation de manière honnête. L'Eglise à un grand défi à relever », estime dans Nasz Dziennik l'évêque de Drohiczyn (est) Antoni Dydyc. Le quotidien Gazeta Wyborcza (centre-gauche) déplore les défaillances de l'institution de l'Eglise en Pologne.*

« Non seulement la communication entre l'Église polonaise et le pape a fait fatalement défaut, et non seulement la façon de désigner les candidats à différents postes. L'institution entière a pris une mauvaise décision et s'en est retiré si tard », selon ce journal. » [www.radiovm.com](http://www.radiovm.com)

### 5.3.2 Le blanchiment de l'abbé Ratzinger par un partisan du ralliement, Luc Perrin

Luc Perrin, dont nous avons déjà présenté les arguments favorables au ralliement de la FSSPX à l'Église conciliaire de l'abbé Ratzinger, tente, par des interrogations et un échafaudage improbable d'hypothèses, de disculper Ratzinger en reportant sur l'entourage de celui-ci, et sur des « dysfonctionnements », l'engagement du théologien de Tübingen qui a nommé Wielgus.

**Luc Perrin oublie que cette situation était connue depuis des décennies, que le Vatican a hébergé pendant 25 ans un usurpateur polonais, Wojtyla-Jean-Paul II, qui était issu de cette hiérarchie conciliaire polonaise, qui se déclarait anti communiste dans le même temps où plusieurs de ses membres dénonçaient secrètement ceux qui leur faisait de l'ombre à la police politique du régime communiste, qu'il s'est entouré de collaborateurs polonais proches, dont l'un, son secrétaire, est devenu le « cardinal » Dziwisz.**

**C'est là une tentative bien peu convaincante de dédouanement de Ratzinger de la part d'un partisan du ralliement de la FSSPX**

**A qui fera-t-on croire en effet que ni Ratzinger en poste de numéro 2 de la Curie de Rome depuis 1982, ni Karol Wojtyla faux « Pape » Jean-Paul II de 1978 à 2005, aient pu tous deux ignorer que 10 à 15% du clergé polonais, collaborait activement avec la police secrète communiste ? (SB).**

**Et cette réalité aurait été découverte par Ratzinger en lisant la presse internationale une semaine avant la démission forcée de Wielgus !**

**Est-ce bien crédible ? Voyons, vraiment est-ce bien raisonnable ?**

Alors même que selon l'ambassade de France en Pologne, la Curie de Cracovie a interdit en octobre dernier au « Père » Izakowicz-Zaleski de poursuivre ses travaux, car selon leur termes, ils « choquaient les fidèles, menaçaient l'unité de l'Église et dénaturaient l'image des prêtres catholiques en les présentant comme des inquisiteurs insensibles, ou comme des accusateurs impitoyables ».

Pour qui veut-on prendre les clercs et les fidèles de la Tradition en suggérant une telle explication ?

**Il serait vraiment difficile de trouver des benêts d'un tel acabit pour avaler tout cela sans se poser des questions devenues évidentes.**

## 6 Application à la FSSPX et au *Motu Proprio*

**LA REALITE POLONAISE CACHEE A MGR FELLAY PENDANT QU'AVAIT LIEU LA SUPERCHERIE DU « BOUQUET » SPIRITUEL DE L'ABBE LORANS ?**

Les services d'information de Mgr Fellay l'ont-ils tenu informé de la montée de ces révélations en Pologne depuis plus d'un an et du combat du « Père » Zaleski ?

**Mgr Fellay savait-il qu'au moment de la campagne médiatique de l'abbé Lorans en faveur du « bouquet » spirituel pour la sortie du *Motu Proprio*, l'affaire de la dénonciation de la collaboration communiste du pseudo-clergé conciliaire commençait à éclater, tandis que Rome tentait désespérément de maintenir le couvercle sur la marmite ?**

**MGR WILLIAMSON<sup>15</sup> EN POLOGNE AU MOMENT MEME OU L'AFFAIRE ZALESKI MENAÇAIT D'ECLATER**

**Les relais de la FSSPX en Pologne ont-ils relayé l'information auprès de Mgr Fellay ?**

**Le très étrange et très mélomane<sup>16</sup> Mgr Williamson, véritable globe-trotter de la FSSPX<sup>17</sup>, s'est rendu<sup>18</sup> en Pologne le 19 novembre 2006, au moment même où le livre du « Père » Zaleski était annoncé et alors que les autorités conciliaires de Pologne le bloquaient.**

<sup>15</sup> [http://www.virgo-maria.org/D-Mgr-Williamson-leurre/index\\_mgr\\_williamson\\_leurre.htm](http://www.virgo-maria.org/D-Mgr-Williamson-leurre/index_mgr_williamson_leurre.htm)

<sup>16</sup> [http://www.virgo-maria.org/articles/2007/VM-2007-02-23-A-00-Orchestre\\_noir\\_de\\_la\\_FSSPX\\_V3.pdf](http://www.virgo-maria.org/articles/2007/VM-2007-02-23-A-00-Orchestre_noir_de_la_FSSPX_V3.pdf)

<sup>17</sup> Décidément, cet évêque qui est placé à La Reja en Argentine se déplace à travers le monde pour un oui ou pour un non. On ne peut que s'en étonner.

<sup>18</sup> [http://www.virgo-maria.org/articles/2006/VM-2006-12-05-A-00-Mgr\\_Williamson\\_rejette\\_le\\_Motu\\_Proprio\\_1.pdf](http://www.virgo-maria.org/articles/2006/VM-2006-12-05-A-00-Mgr_Williamson_rejette_le_Motu_Proprio_1.pdf)

**Mgr Williamson a-t-il pris connaissance de cette situation polonaise très tendue ?**

**Si oui, en a-t-il informé Menzigen ?**

**Si Menzigen a été informé, l'information a-t-elle été transmise à Mgr Fellay ?**

Ce qui est certain en tout cas, **c'est que le réseau des infiltrés<sup>19</sup> de la FSSPX**, qui tient le réseau des médias de la FSSPX entre ses mains, **n'a fait preuve d'aucun zèle à faire connaître la situation polonaise qui couvait depuis avril 2005, après les accusations portées par l'IPN contre le dominicain Konrad Hejmo, proche de Wojtyla-Jean-Paul II.**

Pour le réseau des infiltrés, qui se comporte, à l'égard de toutes les questions graves (invalidité du nouveau rite de consécration épiscopale de 1968) comme la Curie romaine vis-à-vis du « Père » Zaleski, **il ne faut à aucun prix que ressortent des informations qui écorneraient l'image de « traditionaliste éclairé » qu'ils essaient de donner de Ratzinger.**

**L'AGENDA DE RATZINGER VIS-A-VIS DE LA FSSPX RETARDE ET PERTURBE PAR LES SCANDALES**

L'éclatement de l'affaire Wielgus, **qui ne fait que commencer, et dont les suites pourraient bien remonter avant longtemps jusqu'à Karol Wojtyla-Jean-Paul II et éclabousser toute l'Eglise conciliaire**, ainsi qu'auparavant le scandale du discours de Ratisbonne, suivi de celui de la mosquée bleue d'Istanbul, placent désormais l'abbé Ratzinger dans une situation délicate.

**Promulguer tout de suite le *Motu Proprio*, ce serait pour lui ouvrir un nouveau front, au sein de la FSSPX, dont les clercs et les fidèles sont, le temps et nos messages, grâce à Dieu, aidant, de moins en moins dupes des manoeuvres des infiltrés.** En outre l'opposition interne s'organise au sein de l'Eglise conciliaire, dont les prétendus « évêques » s'opposent, chaque jour plus nombreux, à ce *Motu Proprio*.

Il est donc probable que l'abbé Ratzinger ait décidé **pour le moment, dans cette conjoncture délicate pour lui, de surseoir jusqu'à ce que sa négociation avec Poutine lui permette de connaître la marge de manœuvre dont il dispose encore.**

**Et pourtant, en parallèle, la pression est forte. Car ne l'oublions pas, pour le plan anglicano-rosicrucien de destruction du Sacerdoce, il est fondamental que l'œuvre de Mgr Lefebvre soit rapidement neutralisée et détruite, car la FSSPX est la seule structure sacerdotale internationale qui détienne encore l'Arche du Sacerdoce sacramentellement valide de la Nouvelle Alliance, scellée dans le Sang de Notre-Seigneur.**

---

<sup>19</sup> [http://www.virgo-maria.org/D-Trombinoscope/index\\_trombinoscope\\_ralliement.htm](http://www.virgo-maria.org/D-Trombinoscope/index_trombinoscope_ralliement.htm)

## **Textes parus dans la presse sur internet**

### **Stanislaw Wielgus**

Ancien recteur de l'université catholique de Lublin, Mgr Stanislaw Wielgus, 67 ans, avait été nommé évêque de Plock, un diocèse de la Pologne centrale en 1999, puis le 6 décembre 2006 archevêque de Varsovie. Selon les documents de l'ex-police politique rendus publics, Mgr Wielgus avait été recruté par la Sécurité d'Etat en 1967, alors qu'il était encore étudiant.

### **Józef Glemp**

Primat de l'Eglise de Pologne, Mgr Józef Glemp, 77 ans, qui continuera d'assurer son propre intérim, avait succédé en 1981 au célèbre cardinal Stefan Wyszyński. En 1989, il avait été médiateur entre le communiste Wojciech Jaruzelski et le syndicat Solidarité dirigé par Lech Walesa, lors de la table ronde qui a permis au pays de se démocratiser.

### **La presse polonaise salue la décision du pape de démettre Mgr Wielgus**

<http://www.radiovm.com/Nouvelles/Dossier-Pologne-2.aspx>

La presse polonaise a salué lundi la décision du pape Benoît XVI d'accepter la démission de l'archevêque de Varsovie, Mgr Stanislaw Wielgus, convaincu d'avoir collaboré avec la police secrète communiste. « Le pape a épargné la honte à l'Église », « La rescousse est venue de Rome », « Le pape nous a sauvés », titraient à la une les plus grands quotidiens de Pologne.

« La décision de Rome est une victoire de la conscience. Les notions de base retrouvent leur sens original. De nouveau trahison signifie trahison, courage courage et fidélité fidélité », écrit le quotidien de centre-droite, Rzeczpospolita.

Seul le journal ultra-catholique Nasz Dziennik, proche de la chaîne intégriste Radio Maryja, dénonce « une séance de haine à l'égard de l'archevêque » et une « terreur médiatique » en Pologne.

« À tout prix, on cherchait à (le) lyncher sans se soucier de présenter la situation de manière honnête. L'Église à un grand défi à relever », estime dans Nasz Dziennik l'évêque de Drohiczyn (est) Antoni Dydycz. Le quotidien Gazeta Wyborcza (centre-gauche) déplore les défaillances de l'institution de l'Église en Pologne.

« Non seulement la communication entre l'Église polonaise et le pape a fait fatalement défaut, et non seulement la façon de désigner les candidats à différents postes. L'institution entière a pris une mauvaise décision et s'en est retiré si tard », selon ce journal.

La presse critique également le primat de Pologne Jozef Glemp pour avoir pris la défense de Mgr Wielgus en affirmant qu'il a été jugé « sur la base de bouts de papiers, de copies de copies ».

« Pourquoi le primat, homme de grands mérites, s'engage-t-il dans une défense tordue de Wielgus, en dépit de la vérité et contrairement à l'avis du pape ? », s'interrogeait le quotidien de droite Dziennik.

Le tabloïd Superexpress, en publiant les photos du pape et du primat Glemp pose la question « A qui faire confiance ? ».

« L'Église polonaise n'a pas réussi à résoudre l'affaire de Mgr Wielgus. Au lieu de condamner la trahison, certains évêques, des prêtres et des journalistes catholiques ont lancé des insultes à l'égard de ceux qui ont eu le courage de dévoiler cette vérité incommode », regrette le quotidien Rzeczpospolita.

### **Pologne**

## La Pologne pince monseigneur Wielgus

Mgr Wielgus avait d'abord nié puis reconnu avoir eu dans les années 70 des contacts avec des agents de la Sécurité d'Etat. (REUTERS)

**Après la découverte de son passé d'informateur, l'archevêque de Varsovie, nommé par Benoît XVI, a dû démissionner le jour de son intronisation.**

Par Hélène DESPIC-POPOVIC, Maja ZOLTOWSKA

QUOTIDIEN : lundi 8 janvier 2007

A Varsovie

Rattrapé par son passé d'ancien informateur du régime communiste, le successeur désigné de Mgr Glemp à la tête de l'Eglise catholique polonaise, Mgr Stanislaw Wielgus, a donné hier sa démission. L'évêque polonais a annoncé sa décision peu avant la cérémonie officielle qui devait marquer hier son intronisation dans la cathédrale de Varsovie. La situation était devenue intenable. Mis en cause par la presse, Mgr Wielgus avait d'abord nié puis reconnu du bout des lèvres avoir eu dans les années 70 des contacts avec des agents de la Sécurité d'Etat, l'ex-police politique communiste, dans le but d'obtenir un passeport pour voyager à l'étranger.

«**Faute**». Après la publication par des journaux d'extraits de documents issus de l'IPN, l'Institut de la mémoire nationale, et la conclusion par la commission spéciale de l'Eglise qu'il avait bel et bien collaboré avec la police secrète, le prélat avait fait, vendredi, acte de contrition, confessé sa «*faute*» et annoncé qu'il s'en remettait aux «*décisions du Saint-Père*». Il demeurerait cependant invraisemblable que l'absolution de l'Eglise soit suffisante pour calmer l'opinion, massivement hostile à l'entrée en fonction de Mgr Wielgus, ainsi que la classe politique au pouvoir, qui a fait de la rupture avec le communisme un de ses principaux chevaux de bataille.

La pression du Vatican, qui avait pourtant vendredi renouvelé son soutien au futur chef de l'Eglise catholique polonaise, l'a finalement emporté. Selon la presse polonaise, ce retournement du Vatican s'est produit après d'intenses contacts avec des représentants du gouvernement conservateur de Jaroslaw Kaczynski. Ce dernier ainsi que son frère jumeau Lech estiment que la Pologne a tardé à «*se décommuniser*» après la chute du Mur et qu'elle doit maintenant mener à terme ce processus. «*Avec l'affaire Wielgus, estime Marcin Przewozniak, rédacteur en chef de l'agence catholique KAI, les frères Kaczynski obtiennent un argument de plus pour poursuivre cette politique.*»

«**Positif**». Le président Lech Kaczynski semblait satisfait hier. «*C'est bien que cette démission se soit produite. L'Eglise est une institution importante en Pologne*», a-t-il dit. Le soulagement prévalait dans les rangs de l'opposition démocrate. «*Le côté positif de cette affaire, a souligné Jan Rokita, porte-parole de la Plateforme civique, est que l'Eglise a montré qu'elle compte avec l'avis des laïcs.*» Comme lui, le sociologue de l'Eglise Pawel Boryszewski pense qu'il s'agit d' «*un grand succès des laïcs*» qui «*porte un coup à une hiérarchie rigide et archaïque*».

Depuis un an, l'Eglise catholique polonaise, qui avait été collectivement le symbole de la résistance au communisme, est confrontée à une cascade de révélations sur des cas de prêtres qui auraient collaboré avec les anciens services de la Sécurité d'Etat, la SB. Les historiens estiment qu'il s'agit de 10 à 15 % du clergé. Ce mal caché est devenu public quand un prêtre polonais de Nowa Huta, le père Tadeusz Isakowicz-Zaleski, plusieurs fois passé à tabac par la SB dans les années 80 en raison de son soutien au syndicat Solidarité, s'était rendu compte qu'il avait été dénoncé par ses collègues. Après des recherches, il avait appelé l'Eglise à une confession publique et publié une liste comprenant le nom de 28 prêtres agents, dont sept décédés. Ses révélations n'ont pas été du goût de l'Eglise, qui ne tient pas à laver son linge sale en public. Après un mea-culpa prononcé du bout des lèvres, celle-ci a fini par créer en octobre 2006 une commission spéciale historique chargée d'examiner les cas qui lui ont été soumis. Selon Marcin Przewozniak, elle travaille actuellement sur les cas de plusieurs dignitaires dont les noms ne sont pas connus. Plusieurs évêchés, dont ceux de Lublin, Cracovie et Wrocław, ont créé leurs propres commissions.

«**Crucifié**». L'affaire de l'archevêque Wielgus est la plus importante révélée à ce jour. L'évêque de Tarnów, Wiktor Skworc, avait réussi à se disculper en réclamant l'examen des dossiers. Hier, Mgr Glemp a dit regretter que son successeur désigné soit «*jugé et condamné sans avocats, sans témoins*». «*Moins qu'un soutien à Mgr Wielgus, il entend s'opposer à la manière dont les médias l'ont publiquement crucifié*», souligne Marcin Przewozniak, qui estime que la démission de Mgr Wielgus devrait mettre un terme à la crise.



## Pologne. Editorial

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/227227.FR.php>

### Volte-face

Par Gérard DUPUY

QUOTIDIEN : lundi 8 janvier 2007

Patatras ! l'archevêque s'est pris les pieds dans sa soutane neuve. Stanislaw Wielgus semble rétrospectivement indigne de la confiance de ses supérieurs. Non seulement il traînait un passé d'indigence dans son baluchon, mais surtout il a fait jusqu'au dernier moment preuve d'un cynisme impavide pour parvenir à s'asseoir sur son trône archiepiscopal. Bien triste exemple donné à ses ouailles ! Mais, dans cette histoire, c'est surtout le Vatican qui s'est déconsidéré et ridiculisé.

Non seulement le pape a fait un choix déplorable en la personne de Wielgus, mais il a pris des risques inhabituels pour le défendre contre les accusations. Malgré la commission d'enquête de l'Eglise catholique polonaise, le Vatican a procédé vendredi à la «*prise de possession canonique*» de Wielgus, avant de pousser celui-ci à la démission quarante-huit heures plus tard. La machine du Vatican, contre sa réputation, s'est montrée à la fois imprudente et inconséquente.

Il faut croire qu'il importait beaucoup à Benoît XVI de promouvoir un prélat proche de la quasi intégriste Radio Maryja. Le plus amusant, c'est que cette aile conservatrice de l'Eglise polonaise mène une campagne incessante et fervente pour démasquer les méchants communistes planqués. L'hystérie peut apparemment faire bon ménage avec l'hypocrisie. En imposant un personnage extrémiste, le Vatican a choisi une politique agressive, éloignée des soucis consensuels. Sa volte-face le montre soumis, lui aussi, au gouvernement d'opinion, les Polonais ne voulant pas d'un mouchard pour archevêque. Cette bourde monumentale ne fera pas taire les rumeurs d'incompétence qui bourdonnent autour de Benoît XVI.

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/227228.FR.php>

## Pologne

Le Vatican prend une claque

**Le pape, qui connaissait le passé de Wielgus, entérine sa décision, mais parle d'«attaques à l'encontre des ecclésiastiques».**

Par Eric JOZSEF

QUOTIDIEN : lundi 8 janvier 2007

Rome de notre correspondant

Contraint d'accepter la démission de monseigneur Stanislaw Wielgus, le Vatican, par la voix de son porte-parole Federico Lombardi, a dénoncé hier «*une vengeance*» contre l'Eglise polonaise, soumise «*actuellement à une vague d'attaques*». Tout en estimant que la décision de l'archevêque constituait «*une solution adéquate*» face à la «*désorientation*» des fidèles après les révélations concernant ses liens avec les services secrets communistes «*qui ont compromis gravement son autorité*», cet important collaborateur du pape Benoît XVI en a rajouté, évoquant «*une étrange alliance entre les persécuteurs du passé et d'autres adversaires de l'Eglise polonaise*». «*Wielgus n'est pas le premier et ne sera sans doute pas le dernier cas d'attaque à l'encontre de personnalités ecclésiastiques sur la base de documents des services secrets de l'ancien régime*», a insisté Federico Lombardi. Il a précisé qu'«*il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un matériel produit par des fonctionnaires d'un régime oppressif et qui usait de chantage*».

**«Il n'avait jamais trahi son Eglise»**

Au cours de son premier voyage à l'étranger, en mai dernier, en Pologne, le pape Benoît XVI avait invité les fidèles à accorder le pardon et à tourner la page. Alors qu'on estime que plus de 10 % du clergé local a, d'une manière ou d'une autre, entretenu des contacts avec la police secrète de l'Etat communiste, le souverain pontife avait ainsi demandé aux concitoyens de son prédécesseur Jean Paul II de «*se garder de s'ériger avec arrogance au rang de juges des générations précédentes, qui ont vécu en d'autres temps et en d'autres circonstances*». Au nom de la réconciliation, la candidature de Stanislaw Wielgus n'avait ainsi pas paru saugrenue aux autorités catholiques qui, sur proposition du nonce apostolique, l'avaient nommé archevêque de Varsovie le 6 décembre dernier. A la suite

des révélations de la presse polonaise sur son passé, le Vatican avait dans un communiqué précisé, le 21 décembre, «*que toutes les circonstances de sa vie*» avaient été examinées avant sa désignation. Wielgus lui-même a indiqué qu'il avait personnellement «*informé*» Benoît XVI de son passé, il y a plusieurs semaines, précisant qu' «*il n'avait jamais trahi le Christ et son Eglise*».

#### «Nouveau faux pas»

Il y a encore quelques jours, le Vatican semblait décidé à maintenir le cap. Mais la publication détaillée des liens de Wielgus avec la police secrète pendant plus de quinze ans et la reconnaissance de l'intéressé, vendredi, d' «*avoir de nouveau fait du mal en niant cette collaboration au cours des derniers jours*», ont rendu la situation insoutenable, en particulier auprès de nombreux fidèles polonais.

«*Il est possible que l'entourage du pape n'ait pas été en possession de tous les éléments concernant le passé de monseigneur Wielgus avant sa désignation*», confiait hier soir un proche de Benoît XVI. Ce dernier, en nommant l'ex-recteur de Lublin archevêque de Varsovie, a commis «*un nouveau faux pas, après celui de Ratisbonne*», allusion au discours du pape qui dans cette ville allemande avait associé islam et violence, selon plusieurs vaticanistes.

<http://angelqueen.org/forum/viewtopic.php?t=11884>

## The Ledger

### [In Poland, New Wave of Charges Against Clerics](#)

**CRAIG S. SMITH**

**Published Wednesday, January 10, 2007**

KRAKOW, Poland, Jan. 9 — Poland was convulsed in finger-pointing and recrimination on Tuesday as more allegations of former secret-police collaborators among the Roman Catholic clergy members spilled onto the country's front pages, sullyng an institution that for decades was considered spotless in its fight against Communism.

And the stream of disclosures now promises to become a torrent: here in Krakow, the Rev. Tadeusz Isakowicz-Zaleski is preparing to publish a book that will identify 39 priests whose names he found in Krakow's secret police files, three of whom are now bishops in the Polish church.

Perhaps the most explosive assertion by people in the church is that the taint of collaboration was known for decades but kept quiet out of respect for — or perhaps even at the behest of — the Polish-born Pope John Paul II, who died in 2005.

“The church didn't want to hurt the pope, but actually, more harm was done by keeping silent,” Father Zaleski, 50, said in an interview at the hilltop compound of a charity he runs outside Krakow.

The sudden focus on the fallibility of a church thought to be heroically anti-Communist followed the Vatican's choice of Bishop Stanislaw Wielgus as archbishop of Warsaw despite clear signals of his ties to Poland's secret police. Bishop Wielgus resigned Sunday after admitting his secret past.

“There is a sort of unholy alliance in Poland that has been present for many years, but is fully visible only recently, that is based on a culture of mendacity,” said Andrzej Zybertowicz, professor of sociology at Nicolaus Copernicus University in Torun, the heart of the Polish church's most conservative camp.

He argued that there were three elements of this alliance: former members of the secret police and the Communist Party who are now active in business and politics; apologists who wanted to forgive and forget past collaboration; and an influential part of the hierarchy of the Polish church.

Collaboration in the clergy is not unique to Poland. Church officials across the Communist world were commonly bent to ignoble service. Some of that has come to light as Eastern bloc countries have peered into their secret police archives.

But Poland is unique in that the church remained stronger there than elsewhere in the Communist world. That was

largely because Poland's primate at the time, Archbishop Stefan Wyszynski, agreed to cooperate with the Communist authorities, preaching compromise — up to a point, beyond which he said the faithful should not yield.

Most researchers who have delved into the archives of the Sluzba Bezpieczenstwa, or Security Service, estimate that thousands of the country's priests, monks and nuns at the time — as many as 10 percent of the total — collaborated with the secret police to some degree.

Poland's current primate and archbishop of Warsaw, Cardinal Jozef Glemp, told an Italian news agency last year that the overall percentage was 15 percent. The percentage was likely to have been much higher in major cities and university towns, some historians say, where surveillance was heavier.

But the most troubling aspect of the recent allegations is how high past collaborators have climbed in the church hierarchy. On Tuesday, the Dziennik newspaper, the third largest daily in the country, reprinted excerpts from a secret 1978 police document concerning a dozen high-ranking church officials — at least one of whom was a bishop at the time — indicating that the secret police tried unsuccessfully to influence the appointment of a new primate of Poland, the highest position in the Polish church.

The document gave only code names, like Ramses (cited as a bishop), Professor and Shepherd, but the newspaper promised to disclose those identities soon.

The disclosures have gripped this deeply religious nation — the largest bloc of devout Roman Catholics left in Europe — and sparked anger toward the church for letting the frenzied news media disclose them, rather than researching the archives and reporting the findings on its own.

“The church is guilty because it had the possibility to cleanse itself by publishing honest data about the clergy's activities during the Communist time,” Father Zaleski said. The church argues that coming to terms with the past is a matter of personal sin that should be handled within the church in a spirit of forgiveness. It also argues that the public disclosure of secret service files on clergy members could do the church harm because many of the documents are false or misleading.

But many people say the church has been overly cautious for fear of tarnishing its Communist-era image as a champion of freedom.

But the church is caught in the dilemma of risking a loss of trust whether it explores the collaboration or continues to treat it as an internal matter. The results could be as bad for the Vatican as they are for the Polish church, because Rome had hoped the church could keep this bastion of the faithful in an otherwise fast secularizing Europe.

Church officials now say that collaboration by some of the Polish clergy members was a quietly understood fact of life under the Communist government that ran Poland from 1944 until 1989.

That was obscured while the pope was still alive. But not even two weeks after his death, in April 2005, the Institute of National Remembrance published documents that showed that the Rev. Konrad Stanislaw Hejmo, a Dominican priest posted to the Vatican, passed information to the secret service's antichurch branch. Father Hejmo admitted giving the information but denied that he was a spy.

During the 25th anniversary celebrations for the Solidarity trade union in Gdansk that August, a friend told Father Zaleski that there was a secret police file on him in Krakow. When he returned to the city, Father Zaleski visited the archives and was stunned to find a file crammed with 500 pages of documents about him.

“I was shocked by that,” Father Zaleski said in his garret office. He was even more troubled when he read that two priests had provided the secret police information on his activities. Though the priests were identified only by code names, they were described so precisely, he said, that he knew who they were.

“I just couldn't imagine that there were priests who had cooperated with the secret police,” he said.

He sought guidance from the Krakow archbishop, Cardinal Stanislaw Dziwisz, a longtime personal secretary to Pope John Paul II. But Father Zaleski said he was at first ignored and then told to pray. Eventually, his superiors advised that he burn the documents.

“They weren’t interested at all in knowing anything about this,” he said, rifling through a stack of photocopies stamped by the Institute of National Remembrance.

In a meeting with former Solidarity members at a Krakow-area steel mill last January, Father Zaleski suggested that the church authorities engage in “lustration,” as the process of vetting people for past Communist collaboration is known in the former Eastern bloc.

Journalists attending the meeting wrote about Father Zaleski’s suggestion. “It started a storm among the church authorities in Krakow,” he recalled. “The archbishop’s office published an open letter condemning my activities.” He decided to undertake the project alone and promised to publish his findings.

The church, meanwhile, publicly acknowledged that some of its clergy members had collaborated and issued an apology for their sins in March. It called on priests, monks and nuns who had collaborated with the secret services to confess — to the church if not publicly. Seven of the country’s 41 Roman Catholic dioceses have since set up commissions to help priests review their files. But none of the commissions has issued a report on its findings.

The disclosures continued, each more shocking than the last. In May, the Rev. Michal Czajkowski, co-president of Poland’s Council of Christians and Jews, was accused of having spied for the secret police for 24 years. He resigned his posts and issued an apology.

Next, the press accused the Rev. Mieczyslaw Malinski, a close lifelong friend of Pope John Paul, of collaborating under the code name Delta. Father Malinski admitted having had contacts with the secret police but denied that he was a spy.

When Father Zaleski decided to begin publishing disclosures in May, Cardinal Dziwisz forbade him to do so or to speak to the press because it would undermine “love for the church and Christ.” The cardinal issued an order prohibiting any member of the clergy from delving into Krakow’s secret police archives without his authorization.

But after he met with Cardinal Dziwisz in June, the archbishop agreed to let him proceed on the condition that Father Zaleski seek comment from the clergymen he intended to identify.

Cardinal Dziwisz could not be reached for comment.

The Rev. Jozef Kloch, the Warsaw episcopate spokesman, said that while Father Zaleski “can publish whatever he likes, he and his editorial office will be responsible for the consequences.”

Father Zaleski found the 39 priests identified as “TWs,” short for tajny współpracownik, or secret collaborator. Four of them are now bishops.

Of the 39, 22 answered his request for comment, the majority denying that they were collaborators, and 4 admitting that they were. One of those who he wrote to was the Rev. Janusz Bielanski, who resigned as rector of Wawel Cathedral here on Monday, citing the allegations.

Only one of the bishops responded, and he supplied Father Zaleski with documents that showed he had refused to cooperate with the secret police. But the three bishops who did not respond, along with the other priests, will be identified in his book, which goes to print in mid-February.

## Traduction de l'article du Ledger en français

### **En Pologne, nouvelle vague d'accusations contre des clercs**

**CRAIG S. SMITH**

Publié le mercredi 10 janvier 2007

CRACOVIE, Pologne, 9 Janvier. 9 — La Pologne est bouleversée par les mises en cause et les récriminations ce mardi, alors que de nouvelles allégations se répandent à la une des journaux du pays concernant des membres du clergé catholique romain, collaborateurs de l'ex-police secrète, souillant ainsi une institution qui des décennies durant était considérée comme sans reproches dans son combat contre le Communisme.

Et le flot des révélations s'annonce à présent devoir se transformer en torrent : ici à Cracovie, l'abbé Tadeusz Isakowicz-Zaleski se prépare à publier un livre identifiant 39 prêtres dont les noms figurent dans les fichiers de la police secrète de Cracovie, trois d'entre eux étant aujourd'hui évêques de l'Eglise de Pologne.

L'affirmation sans doute la plus explosive de la part de personnalités de l'Eglise est que cette tâche de la collaboration était en réalité connue depuis des décennies, mais qu'elle avait été maintenue secrète par respect – ou peut-être même sur instruction – du pape Jean-Paul II né en Pologne, et disparu en Avril 2005.

*“L'église ne voulait pas froisser le pape, mais en réalité garder le silence a fait plus de mal”* a déclaré l'abbé Zaleski, 50 ans, dans un entretien près de Cracovie.

Cette soudaine focalisation sur les défaillances d'un église qui passait pour héroïquement anti-communiste a fait suite au choix par le Vatican de l'évêque Stanislaw Wielgus pour occuper le siège d'Archevêque de Varsovie au mépris d'indices clairs démontrant pourtant ses liens avec la police secrète de Pologne. L'évêque Wielgus a du démissionner Dimanche après avoir admis son passé secret.

“Il existe en Pologne une espèce d'alliance honteuse, présente depuis de nombreuses années, mais qui n'est rendue visible que depuis peu, alliance basée sur une culture du mensonge” a déclaré Andrzej Zybertowicz, professeur de sociologie à l'Université Nicolas Copernic de Torun, cœur du fief le plus conservateur de l'église de Pologne.

Il a précisé que cette alliance était constituée de trois éléments : des ex-membres de la police secrète et du Parti Communiste qui s'occupent aujourd'hui d'affaires et de politique ; des apologistes qui cherchent le pardon et l'oubli des collaborations du passé ; ainsi qu'une partie influente de la hiérarchie de l'église de Pologne.

La collaboration au sein du clergé ne s'est pas réduite à la Pologne seule. Parmi le monde communiste, des personnalités officielles de l'Eglise étaient couramment attachées à rendre d'ignobles services. Cela a quelque peu été révélé à mesure que les pays du bloc de l'Est ont entrepris d'examiner les archives de leur police secrète.

Mais la Pologne est un cas unique en ce que l'Eglise y est demeurée plus forte que partout ailleurs dans le monde communiste. Ce fut largement en raison du fait que le Primat de Pologne de l'époque, l'Archevêque Stefan Wyszyński avait accepté de coopérer avec les autorités communistes en prêchant le compromis – jusqu'au point au delà duquel il dirait que le fidèle ne pourrait plus l'accepter.

La plupart des chercheurs qui ont plongé dans les archives du Sluzba Bezpieczenstwa ou Service de Sécurité, estiment que des milliers de prêtres, moines et nonnes du pays – atteignant 10 pour cent des effectifs totaux – ont à l'époque collaboré avec la police secrète du régime à un degré ou à un autre.

L'actuel Primat de Pologne et Archevêque de Varsovie, le Cardinal Jozef Glemp, a déclaré l'année dernière à une agence de presse italienne que ce pourcentage total se montait à 15 pour cent. Il est probable, comme l'indiquent des historiens, que ce pourcentage en était beaucoup plus élevé dans les grandes cités et les villes universitaires où la surveillance était plus étroite.

Mais l'aspect le plus troublant des récentes allégations est l'élévation des niveaux hiérarchiques auxquels sont parvenus des anciens collaborateurs dans l'Eglise. Dans son édition de mardi, le journal Dziennik, le troisième quotidien le plus important du pays, a publié des extraits d'un document secret de la police daté de 1978, concernant une douzaine de personnalités officielles de haut rang de l'église — dont au moins l'une d'entre elles était évêque à cette époque — démontrant que la police secrète avait cherché, sans succès, à influencer la nomination d'un nouveau Primat de Pologne, au sommet même de l'Eglise polonaise.

Ce document ne livrait que des noms de code, tels que Ramses (mentionné comme évêque), Professeur et Pasteur, mais le journal a promis de révéler bientôt leurs identités.

Ces révélations ont choqué cette nation profondément religieuse — le bloc le plus important de fidèles dévoués à l'Eglise Catholique Romaine qui subsiste en Europe — et suscité la colère envers l'église pour avoir laissé aux médias sauvages le soin de les révéler, au lieu d'entreprendre elle-même des recherches dans les archives pour en révéler elle-même les résultats.

“L'église est coupable car elle avait la possibilité de s'épurer elle-même en publiant honnêtement les informations concernant les activités du clergé durant l'époque communiste” a déclaré l'abbé Zaleski. L'église fait valoir que tourner la page sur le passé relève du domaine du péché personnel, lequel doit être traité au sein de l'église dans un esprit de pardon. Elle invoque aussi l'argument selon lequel la révélation publique des dossiers des services secrets pourrait nuire à l'église, nombre de documents étant faux ou trompeurs.

Cependant, nombreux sont les gens qui disent que l'église s'est montrée par trop prudente par peur de ternir son image de championne de la liberté datant de l'ère communiste.

Mais l'église se retrouve coincée dans le dilemme de risquer une perte de confiance, soit qu'elle explore les collaborations, soit qu'elle continue à les traiter comme affaires internes. Les résultats pourraient en être aussi négatifs pour le Vatican qu'ils le sont déjà pour l'église polonaise : Rome en effet avait espéré que l'église pourrait conserver ce bastion de fidèles dans une Europe en cours de sécularisation rapide d'un autre genre.

Des officiels de l'église prétendent à présent que la collaboration de la part de certains membres du clergé polonais constituait un état de fait parfaitement admis sous le régime communiste qui a régné en Pologne de 1944 à 1989.

Cette question a été occultée tant que le pape était en vie. Mais deux semaines à peine après sa mort en Avril 2005, l'Institut du Souvenir National publiait des documents qui démontraient que le Père Konrad Stanislaw Hejmo, un prêtre de l'ordre de Saint Dominique en poste au Vatican, communiquait des informations à la section anti-église du service secret. Le Père Hejmo a reconnu avoir communiqué ces informations, mais à nié avoir été un espion.

Lors des cérémonies célébrant le 25ème anniversaire du syndicat Solidarité à Gdansk en Août dernier, un ami a prévenu l'abbé Zaleski de l'existence d'un dossier de la police secrète à son sujet à Cracovie. De retour dans la cité, l'abbé Zaleski est allé aux archives et fut étonné d'y découvrir un dossier bourré de 500 pages de documents le concernant.

“J'en ai été très choqué” a déclaré l'abbé Zaleski dans son bureau mansardé. Il fut encore plus troublé lorsqu'il put lire que c'étaient deux prêtres qui avaient alimenté la police secrète en informations sur ses activités. Bien que ces prêtres ne fussent mentionnés que sous leurs noms de code, la description qui en était donnée en étaient si précise, dit-il, qu'il savait à présent qui ils étaient.

“Je n'aurais jamais imaginé qu'il aurait pu exister des prêtres qui avaient coopéré avec la police secrète” a-t-il dit.

Il a cherché conseil auprès de l'Archevêque de Cracovie, le Cardinal Stanislaw Dziwisz, qui fut longtemps le secrétaire personnel du Pape Jean-Paul II. Cependant, ajoute l'abbé Zaleski, il fut ignoré dans un premier temps, puis on lui dit de prier. A l'occasion, ses supérieurs lui ont conseillé de brûler ces documents.

“Ils ne se montraient nullement intéressés d'apprendre quoique ce fut sur cette affaire” déclarait-il, en parcourant une pile de photocopies estampillées par l'Institut du Souvenir National.

Au cours d'une réunion avec d'ex-membres du syndicat Solidarité dans une aciérie de la zone de Cracovie lors du mois de janvier dernier, l'abbé Zaleski a émis la suggestion que les autorités de l'église s'engage dans une opération de « nettoyage », tandis que le processus d'examen des personnes sur la question de la collaboration communiste du passé est en cours dans l'ex-bloc oriental.

Des journalistes qui assistaient à cette rencontre ont relayé la suggestion de l'abbé Zaleski. “Cela a déchaîné une tempête parmi les autorités ecclésiastiques de Cracovie ” a-t-il rappelé. “Les bureaux de l'Archevêque ont publié une lettre ouverte pour condamner mes activités”. Aussi résolut-il d'entreprendre tout seul son projet et d'en publier les résultats.

Entre-temps, l'église reconnaissait publiquement que certains membres de son clergé avaient collaboré, et publiait au mois de mars ses excuses pour leurs péchés. Elle appelait les prêtres, moines et nonnes qui avaient collaboré avec les services secrets à en faire la confession — à l'église, sinon publiquement. Sept parmi les 41 diocèses catholiques romains du pays ont depuis lors institué des commissions pour aider les prêtres à réviser leurs dossiers. Cependant aucune d'entre elles n'a publié de rapport sur les résultats de ses activités.

Les révélations se sont poursuivies, de plus en plus choquantes. Au mois de Mai, l'abbé Michal Czajkowski, co-président du Conseil des Chrétiens et Juifs de Pologne, a été accusé d'avoir espionné pour le compte de la police secrète 24 ans durant. Il dut démissionner de ses fonctions et publier ses excuses.

Par la suite, la presse a accusé l'abbé Mieczyslaw Malinski, toute sa vie un ami très proche du Pape Jean-Paul II, d'avoir collaboré sous le nom de code Delta. L'abbé Malinski a admis avoir eu des contacts avec la police secrète, mais a nié avoir été un espion.

Quand l'abbé Zaleski s'est résolu à commencer la publication de ses révélations au mois de Mai, le Cardinal Dziwisz lui interdit de le faire ou de parler à la presse, car cela saperait “l'amour pour l'Eglise et pour le Christ.” Le Cardinal émis un ordre interdisant à tout membre du clergé de consulter les archives de la police secrète de Cracovie sans son autorisation.

Mais après sa rencontre avec le Cardinal Dziwisz en Juin, l'archevêque a accepté de le laisser faire à la condition que l'abbé Zaleski cherche à recueillir les commentaires des membres du clergé qu'il s'apprêtait à identifier.

Le Cardinal Dziwisz n'a pu être joint pour recueillir son commentaire.

L'abbé Jozef Kloch, le porte-parole de l'épiscopat de Varsovie, a déclaré que l'abbé Zaleski “pouvait publier tout ce qu'il désirait, mais qu'il serait, lui et son bureau, responsable des conséquences.”

L'abbé Zaleski a découvert les 39 prêtres identifiés comme “TW” acronyme pour *Tajny Wspolpracownik*, c'est-à-dire collaborateurs secrets. Quatre d'entre eux sont à présent évêques.

Parmi ces 39 ecclésiastiques, 22 ont répondu à ses demandes de commentaires, la majorité niant qu'ils aient été des collaborateurs, et 4 seulement reconnaissant qu'ils l'avaient bien été. L'un de ceux à qui il avait écrit n'était autre que l'abbé Janusz Bielanski, qui dut donner sa démission de recteur de la Cathédrale de Wawel, ici même lundi dernier, en citant ces allégations.

Un seul parmi les évêques a répondu à l'abbé Zaleski en lui communiquant des documents qui démontraient son refus de coopérer avec la police secrète. Mais les trois autres évêques qui ne lui ont pas répondu, ainsi que les autres prêtres, verront leurs noms révélés dans son livre, dont la mise sous presse est prévue pour la mi-février.

<http://angelqueen.org/forum/viewtopic.php?t=11845>

## Head Priest of Krakow Cathedral Resigns

**Second prominent Polish clergyman, head priest of Krakow's Wawel Cathedral, leaves his post**

A second prominent Catholic clergyman quit his post Monday amid allegations he collaborated with Poland's Communist-era secret police, a day after Warsaw's new archbishop resigned after admitting he had cooperated with the despised agency.

The Rev. Janusz Bielanski resigned as rector, or head priest, of Krakow's prestigious Wawel Cathedral, the burial site of Polish kings and queens.

Bielanski has submitted his resignation to Krakow's archbishop, Cardinal Stanislaw Dziwisz, "in connection with repeated allegations about his cooperation with the secret services" of the Communist era, said Robert Necek, a spokesman for Dziwisz.

Dziwisz, the longtime secretary of the late Pope John Paul II, "accepted the resignation," Necek added. John Paul served as priest and later archbishop of Krakow before his election as pontiff.\*

John Paul's opposition to communism is credited with inspiring the rise in the 1980s of Poland's pro-democracy Solidarity movement, which helped end communist rule in 1989.

The announcement of Bielanski's resignation comes a day after Stanislaw Wielgus, archbishop of Warsaw only since Friday, stepped aside in a dramatic announcement made during what was supposed to have been his installation Mass. The revelations about him, and his sudden resignation, have rattled Poland and revealed deep divisions within the church.

The disclosures have shaken a widely held belief that the church acted as a courageous opponent of communism. Secret police agents not only spied on the church, but also murdered a charismatic Warsaw priest tied to Solidarity, the Rev. Jerzy Popieluszko, in 1984.

Poland's top bishop, Cardinal Jozef Glemp, came under criticism for defending Wielgus \_ a stance that put him at odds with the Vatican and many Polish faithful.

Vatican spokesman, the Rev. Federico Lombardi, said Wielgus was right to go because his past actions had "gravely compromised his authority."

But Glemp, who has served as Warsaw archbishop for the past 25 years and will continue in office until a successor is found, delivered a homily defending Wielgus. He called him "God's servant" and warned of the dangers of passing judgment based on incomplete and flawed documents left behind by the communist authorities.

The Dziennik daily called Glemp's defense a "huge mistake."

"The primate stood before the faithful to tell them clearly that 'if it were up to me, Wielgus would have become archbishop,'" Dziennik's editor-in-chief Robert Krasowski wrote on the paper's front page.

"He presented Wielgus as a victim of an assault, an innocent, hunted person. He didn't even mention that the archbishop lied to the last minute. That he lied to the pope, bishops and faithful."

Allegations that Wielgus was involved with the secret police were first raised by a Polish weekly on Dec. 20 and turned into a crisis Friday when a church historical commission said it had found evidence that Wielgus had cooperated.

Wielgus initially denied it, but then acknowledged that he did sign an agreement in 1978 promising to cooperate with the secret police in exchange for permission to leave Poland to study in West Germany.

However, he stressed that he did not inform on anyone or try to hurt anyone, and he expressed remorse for both his contacts with the secret police and his failure to be open.

<http://www.echos.pl/form/societeb.php?societe=209>

**Un proche de Jean Paul II accusé d'avoir collaboré avec les communistes**



VARSOVIE, 27 avril 2005 (AFP)

Un moine polonais qui était proche du pape Jean Paul II a été accusé mercredi par un organisme officiel, l'Institut de la mémoire nationale (IPN), d'avoir collaboré secrètement dans les années 1980 avec les services de sécurité de la Pologne communiste.

Ce moine, le père Konrad Hejmo, directeur de la Maison du pèlerin polonais à Rome, a qualifié l'accusation de "complètement absurde", dans une déclaration à la télévision publique polonaise TVP. L'IPN, qui instruit les crimes nazis et communistes en Pologne, a annoncé qu'il disposait des preuves de la collaboration du père Hejmo, un moine dominicain de 69 ans, avec les services spéciaux de l'époque communiste (SB).

"L'IPN dispose de dossiers attestant que le père Konrad Stanislaw Hejmo collaborait secrètement dans les années 1980 avec les services de sécurité de la Pologne communiste", a déclaré devant la presse le président de l'IPN, Leon Kieres.

Le père Hejmo utilisait dans ses rapports avec SB les pseudonymes "Hejnal" et "Dominik", a-t-il ajouté.

Envoyé à Rome en 1979 par le primat de Pologne de l'époque, Mgr Stefan Wyszynski, le père Hejmo y est devenu directeur d'un centre pour pèlerins polonais, Corda Cordi.

Dans les années 1980, il organisait l'aide aux immigrés polonais à Rome.

Selon les responsables de l'IPN, les dossiers du père Hejmo comprennent 700 pages de documents et portent sur sa collaboration avec la SB dans les années 1980 "et avant".

Il connaissait le cardinal Karol Wojtyla avant qu'il ne devienne pape sous le nom de Jean Paul II en 1978. M. Kieres avait annoncé la semaine dernière que l'IPN disposait de nouvelles traces de mouchards des services de sécurité communistes dans le proche entourage ecclésiastique de Karol Wojtyla.

Il avait précisé qu'il s'agissait notamment d'enregistrements audio de dépositions de l'un d'eux, "un ecclésiastique", dont la voix était "reconnaissable".

Contacté mercredi au téléphone par la télévision publique polonaise TVP, le père Hejmo a rejeté ces accusations. "C'est complètement absurde", a-t-il déclaré.

Il a confirmé avoir été "sollicité" par la SB à l'époque communiste, comme "tous les prêtres" en Pologne. "Tout prêtre avait forcément son tuteur" de la SB, a-t-il dit.

Le père Hejmo a indiqué qu'il transmettait de Rome "des informations pour le primat de Pologne", sans exclure qu'elles aient pu être enregistrées à son insu.

Selon son entourage à Rome, le père Hejmo a pris dans l'après-midi un avion pour Varsovie. Il est un personnage connu des journalistes au Vatican, avec sa haute silhouette et son habit blanc de dominicain. Responsable de la Maison du pèlerin polonais de la via Pfeiffer, tout près de la place Saint-Pierre, il la traversait avec des groupes de pèlerins plusieurs fois par jour.

S'il lui arrivait souvent d'être vu près du pape, avec les pèlerins, il n'était pas employé du Vatican et n'avait pas accès à des dossiers secrets.

Grand, mince, aisément reconnaissable avec son épaisse chevelure blanche, le moine polonais était sur la place Saint-Pierre au milieu des pèlerins polonais à chaque apparition du pape pour les audiences générales ou pour l'angelus du dimanche.

Pendant les dernières semaines de la vie de Jean Paul II, il informait régulièrement les médias sur la santé du souverain pontife, mort le 2 avril à l'âge de 84 ans.

"Il avait accès aux plus proches collaborateurs de Jean Paul II", a déclaré sur TV24 Jacek Palasinski, correspondant de cette chaîne de télévision polonaise à Rome.

Interrogé par l'AFP, Mgr Tadeusz Pieronek, membre de l'épiscopat polonais, a qualifié l'information donnée par M. Kieres de "grande surprise".

"Il ne faut pas oublier que ce système (communiste) était sans pitié. Il est facile de condamner, mais ce système avait tout le monde dans ses tenailles", a souligné Mgr Pieronek.

Selon lui, ce n'est toutefois "pas le moment pour ce genre d'informations, après tout ce que nous avons vécu avec la mort du pape".

<http://www.leforumcatholique.org/message.php?num=254960>

10/01/2007 17:54

**VARSOVIE, 10 jan 2007 (AFP) - L'Eglise de Pologne craint une campagne contre elle après l'affaire Wielgus**

Trois jours après la démission de l'éphémère archevêque de Varsovie Stanislaw Wielgus convaincu de collaboration avec l'ancienne police secrète communiste, l'Eglise de Pologne craint une campagne contre elle, à base de nouvelles révélations sur la part d'ombre de son passé.

**Le cardinal-primat de Pologne Jozef Glemp a dénoncé une "campagne médiatique contre l'Eglise". Il s'est dit convaincu qu'il y a eu "une pression organisée sur l'Eglise", pour obtenir la démission de Mgr Wielgus. "Et puisqu'on nous menace d'autres cas, cela veut dire qu'il existe un plan d'action", a martelé Mgr Glemp dans une interview à la télévision publique.**

Le quotidien de droite Dziennik a publié mardi et mercredi des documents de l'ancienne police politique SB, qui citent une douzaine de pseudonymes de ses collaborateurs, désignant des personnalités de l'Eglise catholique, dont des évêques.

Selon les documents cités par Dziennik, l'évêque Jerzy Dabrowski, un proche collaborateur du cardinal-primat polonais Stefan Wyszynski dans les années 1960 et 1970, avait été "un collaborateur volontaire et zélé" de la SB. Mgr Dabrowski a trouvé la mort dans un accident de la route en 1991.

*Un évêque proche du cardinal Karol Wojtyla, répondant au nom de code de "Ramzes", a été ciblé en 1978 par la SB qui a voulu en faire une source d'informations, a affirmé le journal. Karol Wojtyla est devenu la même année le pape Jean Paul II.*

Mgr Glemp voit dans ces révélations "la confirmation de sa thèse qu'il y a lieu de parler d'une campagne de dénigrement" de l'Eglise polonaise. Il en est d'autant plus outré que l'Eglise a été le principal rempart contre l'ancien régime communiste pendant 40 ans, même si plus de 10% de son clergé avaient collaboré avec le régime, selon les historiens.

**"Je pense que nous verrons bientôt d'autres révélations, car il y a une forte demande au sein de l'opinion publique"**, estime l'historien Andrzej Paczkowski.

Les documents reproduits par Dziennik **"ne font que confirmer les mécanismes connus de la politique de l'époque envers l'Eglise, mais apportent de nouveaux détails, et notamment des pseudonymes"**, a-t-il déclaré à l'AFP, estimant qu'il y avait "de fortes chances" de connaître les noms qui se cachent derrière.

Cependant, **"ces documents ne montrent que les plans de la police envers certains prêtres. Il n'y a pas un mot sur la réalisation des tâches que celle-ci voulait leur confier"**, a-t-il souligné.

Selon le père Tadeusz Isakowicz-Zaleski, un prêtre polonais qui enquête sur les religieux collaborateurs des services secrets de son pays, la SB **"cherchait souvent à manipuler les évêques et l'épiscopat, mais la hiérarchie y résistait avec fermeté"**.

Dans son livre sur les relations entre l'Eglise et la police secrète communiste, qui doit être publié prochainement, le père Isakowicz-Zaleski décrit 39 cas de collaboration du clergé avec la SB, dont quatre cas concernent des évêques. L'épiscopat polonais compte actuellement 133 évêques.

Au lendemain de la démission spectaculaire de Mgr Wielgus, les accusations de collaboration avec la SB ont fait une nouvelle victime. Le chanoine de la prestigieuse cathédrale de Wawel à Cracovie (sud), le père Janusz Bielanski, a perdu sa fonction, même s'il avait toujours nié les accusations.

Le porte-parole de l'épiscopat polonais, le père Jozef Kloch, a reconnu devant la presse qu'à la suite de l'affaire Wielgus plusieurs prêtres, qu'il a refusé d'identifier, ont demandé l'accès à leurs dossiers, confectionnés par la SB et gérés aujourd'hui par l'Institut de la mémoire nationale (IPN).

*Cependant, la vérité sera difficile à établir, car la SB a détruit la plus grande partie des archives qui concernaient l'Eglise au moment de la chute du communisme.*

**Le Père Isakowicz-Zaleski appelle l'Eglise polonaise à "se confesser"** LE MONDE | 12.01.07 | 13h00 • Mis à jour le 12.01.07 | 14h25

## CRACOVIE ENVOYÉE SPÉCIALE

C'est une session extraordinaire aux allures de réunion de crise : vendredi 12 janvier, l'épiscopat polonais s'est rassemblé à Varsovie pour plancher sur la collaboration du clergé avec l'ancienne police politique communiste (SB), cinq jours après que la démission de l'archevêque de Varsovie, Mgr Stanislaw Wielgus, a décontenancé le pays et ébranlé son Eglise.

La tension est montée d'un cran, jeudi soir, quand le père Tadeusz Isakowicz-Zaleski, chantre de la publication du nom des prélats collaborateurs, a annoncé que l'un des quarante-cinq évêques diocésains et ordinaires convoqués vendredi est un ancien agent de la SB. "L'Eglise a été victime de la répression du communisme. Ce régime s'est acharné sur elle, mais 90 % du clergé a refusé de collaborer, martèle le père Isakowicz-Zaleski, dans un entretien

donné au Monde, à Cracovie. L'Eglise doit aujourd'hui se confesser et faire son mea culpa pour guérir les maux créés par ses 10 % de prêtres collaborateurs."

"Le drame, c'est que l'Eglise a eu dix-sept ans pour traiter cette question, mais elle n'a rien fait, blâme le prêtre. Pour beaucoup de fidèles, le problème n'est pas que le clergé ait pu collaborer, mais ce sentiment que l'Eglise cache un dossier difficile."

La hiérarchie de l'Eglise polonaise attend avec anxiété la publication, prévue début mars aux éditions Znak, du livre du père Isakowicz-Zaleski *Le Clergé face à la SB - Le cas de la curie de Cracovie*. L'auteur y liste trente-neuf prêtres collaborateurs. Parmi lesquels quatre sont, aujourd'hui, des évêques. "J'ai alerté, en 2005, la hiérarchie de l'Eglise que les archives de la SB renferment des dossiers qui sont de véritables bombes à retardement. Mais aucune mesure n'a été prise, tance le prêtre. Il y a un an encore, si l'Eglise avait réagi en consultant les archives de la SB, on aurait pu régler ces problèmes autrement. Voire les éviter." Trop tard, prévient-il. Le dossier des prélats ex-agents s'étend désormais "comme une maladie qu'on n'a pas su soigner à temps".

Bête noire de l'épiscopat polonais, qui a longtemps empêché la sortie de son livre, le père Isakowicz-Zaleski est devenu en l'espace de quelques jours, à coup de déclarations tonitruantes, l'un des visages les plus médiatisés de ce groupe de prélats et de laïcs polonais qui, avide de vérité sur le passé communiste, appelle l'Eglise à un devoir de mémoire. "Je voulais le bien de l'Eglise. Mais elle m'a présenté comme un ennemi et m'a tiré dans le dos, déplore-t-il aujourd'hui. Jamais l'Eglise polonaise n'a été si agressive."

Dans toute la Pologne, l'atmosphère est électrique, la nervosité palpable. Signe qui ne trompe pas, le président de la Conférence de l'épiscopat, Mgr Jozef Michalik, d'ordinaire calme et posé, s'en est pris, mercredi, dans un entretien à l'Agence catholique d'information (KAI), au pouvoir des médias qui ont déclenché, fin décembre, l'affaire Wielgus en publiant des allégations sur son passé collaborateur. Mardi, le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, avait fustigé, à l'antenne de la télévision publique TVP, une tentative de complot contre l'Eglise : "Le fait que l'on menace de révéler des informations sur le passé d'autres religieux prouve l'existence d'un plan prémédité."

Une partie de l'opinion publique, dont la presse de droite s'est faite le porte-voix, attend aujourd'hui de l'Eglise qu'elle tire les leçons de l'affaire et prenne des mesures rapides pour passer en revue le passé des prêtres et évêques du pays. Pour la première fois depuis la chute du communisme, la Pologne s'adonne à un débat, ouvert et public, sur la collaboration des prélats avec l'ancienne police politique. L'affaire Wielgus a bel et bien brisé un tabou, se félicitent certains observateurs. D'autres objectent que le débat est faussé : cette "chasse aux sorcières", disent-ils, ne devrait pas s'acharner sur les informateurs, mais sur les fonctionnaires et les cadres de la SB - dont beaucoup vivent, aujourd'hui, en toute impunité en Pologne.

Sans précédent, cette crise aura surtout écorné une icône. Celle de l'Eglise polonaise comme force d'opposition au communisme. Et pourtant cette Eglise reste en même temps celle du pape Jean Paul II, du primat Stefan Wyszyński, du père Jerzy Popieluszko. Celle aussi de curés anonymes persécutés.

Célia Chauffour

Article paru dans l'édition du 13.01.07

### **Les tentatives de Luc Perrin pour dégager la responsabilité de Ratzinger:**

<http://www.leforumcatholique.org/message.php?num=254992>

Le cas de la nomination-démission de Mgr Wielgus me semble fort trouble.

1. il montre une série de dysfonctionnements impressionnants dans la procédure de nomination :

- carence de l'épiscopat polonais au premier chef (à rappeler aux chantes théologiens passionnés par les Églises locales et acharnés à dénoncer le (pseudo) "centralisme romain")

- carence du Nonce en Pologne : terrible pour celui qui doit soigneusement enquêter sur les dossiers avant toute recommandation

- carence des 2 congrégations romaines impliquées : celle des évêques présidée par le cardinal Re, la secrétairerie d'Etat qui a un rôle premier dans les pays dotés de concordats (est-ce le cas actuellement ? il me semble)

2. plus grave, j'ai le sentiment - hypothèse faute d'avoir connaissance des dossiers - que plusieurs groupes ont cherché peut-être à impliquer le pape, mais pour des motivations différentes :

- Benoît XVI est allé en Pologne en 2006 : difficile d'imaginer que la succession de Varsovie n'a pas été évoquée ...  
en tête-à-tête.

- l'épiscopat polonais semble divisé sur le problème de "l'épuration" : le cardinal Glemp, très impliqué dans les négociations avec le régime communiste, est un soutien de Wielgus ; le cardinal Dziwisz approuve sa démission, jugée inéluctable du fait du mensonge public.

Hypothèse : le groupe épiscopal dominant n'a-t-il pas voulu compromettre le pape par cette nomination scabreuse afin de renforcer l'omerta pour les 10% de "brebis galeuses", pourcentage avoué ; combien dans les chancelleries parmi ces 10% ?

Part du réflexe de corps dans ce qu'il a de moins noble, la "collégialité" peut être source de péché on le voit une fois encore ?

Pensons aux compromissions bien plus graves en Russie et en Roumanie côté orthodoxe, en Hongrie côté catholique, en RDA côté protestant.

Désastreuse politique de l'autruche évidemment là comme ailleurs.

- les rouages plus directement liés à la Curie ont peut-être été défaillants pour d'autres raisons : met-on toute son énergie dans certains dicastères à épargner au pape actuel tout faux-pas ?

Le cardinal Sodano n'était-il pas allé directement contre la volonté du pape en tentant de pousser le cardinal Ruini à la démission de la CEI ? Quelle fonction a occupé, très longtemps, l'actuel préfet de la Congrégation des Evêques, très opposé on le sait au traditionalisme ?

Le cardinal Bertone n'est par ailleurs que depuis septembre en poste et pas un diplomate de métier ; le secrétaire chargé des relations avec les États tout aussi nouveau dans le poste, bien que diplomate.

- le cardinal Dziwisz qui a joué un rôle de premier plan auprès de Jean-Paul II ne pouvait-il alerter plus tôt ? a-t-il perdu tout contact à la Curie ? Étrange.

Plus que la personne de Mgr Wielgus -déjà évêque notons le -, le mensonge public récent lui ôtait toute autorité comme l'a noté l'archevêque de Cracovie avec un bon sens élémentaire qui ne semble pas habiter le cardinal Glemp, ce sont les dessous de cette étrange nomination qui, à mon sens, posent le plus de questions.

L Perrin

**Le Monde – 12 janvier 2006**

**RELIGION**

## **Le Vatican rappelle à l'ordre les intégristes polonais pour leur ingérence politique**

Article paru dans l'édition du 12.01.06

LE VATICAN a adressé, mardi 10 janvier, une mise en garde très inhabituelle au clergé ultranationaliste polonais auquel est reproché son implication directe dans la vie politique du pays. « Les activités institutionnelles du clergé qui engagent de quelque façon que ce soit l'autorité de l'Eglise, menées personnellement ou par l'entremise d'autres personnes ou institutions, requièrent un accord écrit de l'évêque, ou celui de la conférence épiscopale quand il s'agit d'institutions à l'échelle nationale », souligne la nonciature apostolique à Varsovie.

Ce coup de crosse vise - sans la nommer - la congrégation rédemptoriste du Père Rydzyk, qui contrôle Radio Maryja, la télévision par câble Trwam (Je perdure) et le journal Nasz Dziennik ( Notre quotidien). Ces trois medias, qui diffusent des discours ultracatholiques et xénophobes, ont été fondés au cours des quatorze dernières années par Tadeusz Rydzyk, curé à Torun (à 230 km au nord-ouest de Varsovie), devenu l'un des hommes les plus influents de Pologne.

Ainsi, Lech Kaczynski lui doit-il en partie sa victoire à l'élection présidentielle de novembre 2005. Tout comme son frère Jaroslaw lui est redevable du succès de sa formation politique, Droit et justice (PiS), lors des législatives de septembre. Les jumeaux Kaczynski avaient alors bénéficié du soutien du père Rydzyk, qui avait invité les quelque trois millions d'auditeurs qu'il revendique à voter pour eux. Depuis, les ministres conservateurs se succèdent sur les ondes de cette radio, qui laisse la partie antisémite de son auditoire donner libre cours à ses divagations sur les ondes.

« SERVIR L'UNITÉ DE L'EGLISE »

Avant Noël, le primat de Pologne, le cardinal Jozef Glemp, avait vivement dénoncé l'activité de la station ultracatholique, qui échappe au contrôle de la hiérarchie de l'Eglise. Mgr Glemp avait accusé Radio Maryja et la télévision Trwam de « conduire à la désintégration de l'Eglise », dans ce pays où 90 % de la population se dit catholique. « Si Radio Maryja veut transmettre l'enseignement de l'Eglise, elle doit servir l'unité de celle-ci », avait-il déclaré. « En perpétuant une dévotion datant d'avant la seconde guerre mondiale et en faisant une sélection dans l'enseignement moderne de l'Eglise, elle provoque des divisions parmi les fidèles, le clergé et les évêques », avait ajouté le primat polonais.

Mgr Glemp réclamait alors un débat au sein de l'épiscopat polonais pour étudier le phénomène Rydzyk. « D'un point de vue économique, l'épiscopat est très pauvre comparé [au groupe du Père Rydzyk]. Il faut une bonne analyse pour étudier le phénomène du Père Rydzyk », avait-il glissé. La presse polonaise s'est souvent fait l'écho des doutes entourant ses sources de financement.

**Christophe Châtelot**

**Benoît XVI rend visite à une Eglise polonaise de plus en plus divisée** - 21/05/2006 @ 12h30 - Varsovie

[http://www.echos.pl/newsSociete/read\\_comment.php?id\\_news=119](http://www.echos.pl/newsSociete/read_comment.php?id_news=119)

VARSOVIE, (AFP) –

Quand le pape Benoît XVI arrivera jeudi en Pologne, il trouvera une Eglise en proie à des déchirements internes qui n'ont cessé de s'accroître depuis la mort de son prédécesseur polonais Jean Paul II.

L'objet de toutes les tensions est la puissante radio Radio Maryja, une station catholique fondamentaliste, qui est accusée d'attiser la lutte entre conservateurs et progressistes au sein de l'Eglise polonaise, une institution qui règne sur quelque 35 millions de fidèles, soit quelque 90% de la population du pays.

Pour Edward Ciupak, un sociologue de la religion à l'Université de Varsovie, Radio Maryja s'est enhardie à adopter des positions plus dures et controversées depuis le décès l'an dernier de Jean Paul II, révérend à l'égal d'un saint par beaucoup de Polonais.

"Quand le père est à la maison, les enfants se conduisent un peu différemment.

Le pape Benoît XVI est un peu comme un oncle lointain qui peut ou non être tenté d'intervenir", explique Edward Ciupak à l'AFP. Radio Maryja, dont les programmes mélangent prières, tirades nationalistes, attaques contre le libéralisme et bouffées de haine antisémite, est aussi le catalyseur des divisions importantes de l'Eglise polonaise, affirme un autre sociologue spécialiste de l'Eglise, Pawel Boryszewski.

"Les divisions vont devenir de plus en plus profondes à l'avenir car la société change", dit-il.

Fondée en 1991, deux ans après la chute du communisme en Pologne, Radio Maryja est le vaisseau amiral d'un empire des médias, dirigé par l'ordre des religieux des rédemptoristes.

Il comprend aussi un quotidien national, Nasz Dziennik (Notre journal), et une chaîne de télévision, Trwam. Après des décennies d'hibernation sous la dictature communiste, les conservateurs de l'Eglise veulent, avec le soutien de Radio Maryja, revenir à ce qui existait avant le communisme.

"Ils veulent prêcher tout du haut de leurs chaires en regardant les fidèles tomber à genoux", dit Pawel Boryszewski. Ils se situent à l'opposé des catholiques progressistes qui veulent ouvrir l'Eglise aux changements de la société, par exemple en autorisant plus largement la contraception, explique-t-il à l'AFP.

S'il n'existe pas de division profonde dans l'institution même de l'Eglise, il y a un fossé parmi les fidèles "entre ceux qui ne jurent que par Radio Maryja et les autres", ajoute le sociologue Edward Ciupak.

Ces derniers mois, Radio Maryja, qui est basée dans la belle ville de Torun au centre du pays, a aussi alimenté nombre de controverses en raison de son implication croissante dans la politique.

Ses opposants sont d'autant plus alarmés que la radio, qui peut partout être excellemment captée, a une influence certaine dans un pays où plus de 90% des habitants se disent catholiques.

La station revendique trois millions d'auditeurs fidèles.

Lors du marathon électoral de l'automne, le directeur de Radio Maryja, le père Tadeusz Rydzyk, a ouvertement pris parti pour les conservateurs de Droit et Justice (PiS).

Selon les politologues, le mouvement des frères jumeaux Kaczynski lui doivent une bonne part de leur victoire.

Le mois dernier, le Vatican a enjoint la radio de ne plus se mêler de politique.

Puis, début mai, les évêques polonais ont décidé de mettre la radio sous tutelle en créant un conseil spécial chargé de superviser les programmes.

"Les évêques veulent montrer qu'ils font quelque chose. C'est directement lié à la visite du pape", dit Pawel Boryszewski.

Mais jusqu'à présent les remontrances timides de l'Eglise n'ont rien changé au style de Radio Maryja.

Les rédemptoristes "estiment que le nouveau pape n'interviendra pas", affirme Edward Ciupak.

L'empire médiatique bénéficie en retour du soutien du parti au pouvoir.

Jaroslaw Kaczynski, président du PiS, a récemment défendu la radio, injustement attaquée, selon lui, par "des ennemis de la liberté et de la démocratie".

**Les évêques polonais mettent la station intégriste Radio Maryja sous tutelle** - 02/05/2006 @ 10h10 - Varsovie

[http://www.echos.pl/newsSociete/read\\_comment.php3?id\\_news=111](http://www.echos.pl/newsSociete/read_comment.php3?id_news=111)  
VARSOVIE, (AFP) –

Les évêques polonais ont décidé mardi de mettre sous leur tutelle la station ultra-catholique controversée Radio Maryja qui pèse de tout son poids sur la vie politique du pays.

En réunion à ce sujet dans le cloître de la Vierge Noire de Czestochowa (sud), les évêques ont décidé de créer un conseil spécial chargé de superviser les émissions de Radio Maryja, dirigée par le père Tadeusz Rydzyk.

Selon les statuts de ce conseil, Radio Maryja ne sera liée "à aucune formation politique", a déclaré l'archevêque de Varsovie-Praga Leszek Slawoj-Glodz, cité par l'agence PAP.

La création du conseil est une réponse à une lettre du Vatican adressée début avril aux évêques polonais d'intervenir avec fermeté contre Radio Maryja, à la suite d'un commentaire antisémite exprimé dans cette station.

La radio revendique 3 millions d'auditeurs en Pologne et est rediffusée par des stations locales aux Etats-Unis et au Canada.

Les prières y sont omniprésentes.

Le reste des programmes y est très politique: ultra-catholique, nationaliste, violemment antilibéral et fréquemment antisémite.

Lors des dernières élections à l'automne 2005, la station avait ouvertement appelé à voter pour le parti conservateur Droit et Justice (PiS), qui est sorti vainqueur du scrutin.

Dimanche dernier, le président de PiS, Jaroslaw Kaczynski a pris la défense de Radio Maryja, selon lui, injustement attaquée par "des ennemis de la liberté et de la démocratie".

LE FIGARO

## L'épuration bat son plein à Varsovie

De notre envoyée spéciale à Varsovie Arielle THEDREL.

Publié le 20 février 2007

Actualisé le 20 février 2007 : 08h14

La «décommunisation» vire à la chasse aux sorcières. Une arme politique dont usent les frères Kaczynski pour éliminer leurs rivaux.

C'EST une boîte de Pandore que les frères Kaczynski viennent d'ouvrir. Dix-sept ans après la chute du communisme, la traque des agents de l'ancienne police secrète (SB) bat son plein, plongeant la Pologne dans un climat délétère qui navre l'historien Andrzej Paczkowski. « *Bien sûr, les victimes du communisme ont droit à la vérité. Bien sûr, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité nationale, nos responsables doivent faire la preuve de leur intégrité. Mais là, c'est trop !* »

Promulguée en 1997, la loi dite de lustration (du latin *lustratio*, « purification ») obligeait jusqu'ici les parlementaires, ministres et magistrats à déclarer s'ils avaient ou non collaboré avec les services secrets communistes. Un aveu n'entraîne pas de sanction automatique, mais un mensonge est puni d'une interdiction d'exercer une fonction publique pendant dix ans. Des dispositions jugées trop timides par le président Lech Kaczynski et son jumeau Jaroslaw, premier ministre. Une nouvelle loi, qui entrera en vigueur à la fin du mois, astreindra également les élus locaux, les enseignants et les journalistes à signer cette déclaration. Au total, plus de 400 000 personnes seront concernées contre 26 000 auparavant.

Qui plus est, l'Institut de la mémoire nationale (IPN), qui conserve les archives de la SB - quelque 80 kilomètres de dossiers - sera tenu de publier la liste nominative de tous les collaborateurs de l'ancienne police secrète. La SB et les Renseignements militaires comptaient entre 800 000 et un million de collaborateurs ou prétendus tels. Car si les identités de ces « *collabos* » sont connues, « *dans plus de 80 % des cas* », assure Andrzej Paczkowski, qui fut membre du conseil de l'IPN de 1999 à 2006, « *il n'existe aucun document permettant d'établir la nature exacte de leurs activités* ».

### Dommages collatéraux

Parmi ceux que la SB qualifiait de « *sources d'information* », comment distinguer dès lors les agents actifs des informateurs occasionnels, voire des victimes ? Mis en cause récemment dans un hebdomadaire, Marek Borowski, chef de file de la gauche (opposition), a été « *approché* » par la SB au début des années 1980. « *J'ai refusé de collaborer, mais il n'empêche que les Renseignements militaires détiennent un dossier sur moi.* » La même mésaventure est arrivée au ministre des Finances, Zyta Gilowska, dont le seul tort était d'avoir eu pour amie l'épouse d'un agent de la police secrète.

Du même coup, la « *décommunisation* » a viré à la chasse aux sorcières. Les fuites, savamment orchestrées, se multiplient depuis qu'un proche des Kaczynski, Janusz Kurtyka, a pris la direction de l'IPN. Stimulés par l'hystérie d'une partie de la presse proche du pouvoir, les jeunes loups de Droit et Justice (PIS), le parti des Kaczynski, n'ont pas craint le ridicule en accusant feu Jacek Kuron, figure de proue de Solidarité et modèle incontesté de probité, d'avoir « *négocié* » avec la SB.

La lustration a aussi entraîné des dommages collatéraux : Lech Kaczynski a dû se séparer de son conseiller Andrzej Krawczyk, soupçonné, lui aussi, d'avoir collaboré avec les Renseignements militaires. Redoutant un effet boomerang, le président polonais a exigé des amendements à la nouvelle loi avant même son entrée en vigueur. Ses « *mousquetaires* » n'ont pas baissé la garde pour autant. Le ministre de la Défense, Alexander Szczyglo, s'est engagé à purger l'armée. Son adjoint, Antoni Macierewicz, applique sans nuances la théorie du complot aux Renseignements militaires qu'il décrit comme une officine du KGB. Un projet de loi prévoit de publier les noms des anciens agents de la SB, de leur interdire l'accès à la fonction publique et de réduire de manière drastique leurs pensions de retraite. Suprême revanche, l'ancien homme fort de la République populaire de Pologne, le général Jaruzelski, âgé de 82 ans, pourrait être rétrogradé au rang de simple soldat.

### Une lecture manichéenne de l'histoire

Les anciens du mouvement Solidarité ne sont pas davantage épargnés. C'est que les frères jumeaux les tiennent pour coupables d'avoir trahi leurs idéaux en pactisant avec l'ancien régime, c'est-à-dire avec le diable, lors des négociations dites de la table ronde, au printemps 1989. Un compromis historique qui légitimait la présence des anciens communistes dans la vie publique en contrepartie d'un démantèlement progressif du communisme. « *Avons-nous eu tort ?* », s'interroge le journaliste et ancien militant Konstanty Gebert. « *Cela se passait un an avant la chute de l'Union soviétique et, selon moi, il eut été irresponsable de se livrer à des règlements de compte. Mais il est vrai que cette révolution pacifique, loin d'être perçue comme une victoire, a suscité un sentiment d'injustice chez les perdants de la transition, remontés contre »les élites menteuses\* qui, selon les Kaczynski, ont confisqué le pouvoir politique et économique pendant quinze ans. » Comme une partie de la jeune génération, le journaliste Wawrzyniec Smoczynski ne cache pas sa perplexité. « *On a choisi de fermer les yeux, dit-il. Mais comment approuver Adam Michnik (ancien conseiller de Lech Walesa) lorsqu'il qualifie le général Kiszczak (ministre de l'Intérieur de Jaruzelski) d'homme d'honneur ?* »*

À l'instar de Marek Borowski, la plupart des observateurs voient surtout dans cette campagne anticommuniste une tactique politique des « shérifs » Kaczynski. « *La lutte contre la corruption et la»décommunisation\* sont leur fonds de commerce. Ils ont été élus sur ces deux promesses. Les sondages leur sont défavorables. Alors, ils créent un danger pour éliminer leurs rivaux politiques. Diviser pour régner : c'est un art dans lequel ils ont toujours excellé.* »

Outre que le tribunal constitutionnel risque de mettre son veto au nouveau dispositif législatif, il sera de toute façon très difficile, à en croire Andrzej Paczkowski, de l'appliquer. Trop de gens sont incriminés. La plupart sont morts. « *Surtout, cette lecture manichéenne et idéologique de l'histoire n'est pas raisonnable. Ce n'est pas en publiant des noms que nous comprendrons comment fonctionnait le système.* »